

Sommaire

COMPTES RENDUS DE L'ANEF.....	1
Compte rendu du C.A. du 30.01.1999 à Lyon.....	1
Dernière minute.....	5
Compte rendu de l'A.G. du 12 juin 1998 à Paris.....	9
ENSEIGNEMENTS	13
Enseignements à l'université	13
Rapport ATHENA.....	23
COLLOQUES	33
Compte rendu	33
A venir	43
RÉSEAUX	53
APPELS À CONTRIBUTIONS.....	63
PUBLICATIONS / SOUTENANCES DES MEMBRES DE L'ANEF	71
LIVRES	83
Compte rendu	83
Parutions	87
REVUES	97
En français.....	97
En anglais.....	101
MANIFESTES	105
BULLETINS DE COMMANDE.....	109
STATUTS	111
ADHÉSION, ABONNEMENT	113



Comptes rendus du C.A.

Compte rendu du C.A. de l'ANEF à Lyon, 30 janvier 1999

Présentes : Nicole Décuré, Dominique Fougeyrollas, Annik Houel, Carine Klein, Nicky Le Feuvre, Brigitte Lhomond, Françoise Picq, Hélène Rouch.

CHANGEMENT DE BUREAU ET DE SIÈGE SOCIAL DE L'ANEF

▲ Le CA du 25 septembre 1998 a élu un nouveau bureau :

Présidente : Annik Houel
Vice-Présidente : Françoise Picq
Trésorière : Hélène Rouch
Trésorière-adjointe : Brigitte Lhomond
Secrétaire : Nicole Décuré
Secrétaire adjointe : Nicky Le Feuvre.

▲ Le CA du 30 janvier 1999 décide, conformément aux statuts de l'Association, de transférer son siège social à l'adresse suivante : 34, rue du Professeur-Martin 31500 Toulouse.

Françoise Picq (présidente sortante) est chargée d'effectuer les démarches nécessaires auprès de la préfecture de police de Paris.

JOURNÉES DE L'ANEF

▲ Actes de la journée 1998. — Les textes ont été retournés aux intervenantes pour relecture et correction. Les réponses sont en attente. Publication prévue au printemps 1999.

▲ A propos des problèmes rencontrés après la publication des Actes de la journée 1997, le C.A. a tenu à préciser sa position (voir encadré ci-après).

▲ Journée 1999. — Le thème retenu « Féminisme, féminité / masculinité : en avoir ou pas... ?! ». Annik Houel et Nicky Le Feuvre s'occupent de l'organisation de la journée qui se tiendra à Paris, le samedi 29 mai 1999 (9 h 30-17 h 30). La journée sera précédée d'une A.G. la veille au soir (le vendredi 28 mai 1999) à 18 h 00 – lieu à préciser ultérieurement.

ANNUAIRE

▲ La mise à jour de l'Annuaire est en cours de réalisation. Les adhérentes qui n'ont pas encore renvoyé le questionnaire dûment rempli trouveront un nouvel exemplaire vierge de celui-ci dans le présent Bulletin. Date limite de réception : 30 mars 1999.

COLLOQUES

▲ Colloque « Les études féministes dans la francophonie plurielle », 17-21 mai 1999 à Dakar (Sénégal).

Ce colloque fait suite à celui qui s'est tenu à Québec en septembre 1997. En dehors des participations individuelles, Nicky Le Feuvre a envoyé une proposition d'atelier sur le bilan et les perspectives d'avenir des études féministes en France, dans l'objectif de susciter les échanges d'informations avec des partenaires étrangères francophones.

▲ Le C.A. décide de prendre en charge la moitié des frais de participation de deux de ses membres (Nicky Le Feuvre et Michèle Ferrand) à ce colloque.

RÉSEAUX EUROPÉENS

▲ ATHENA — Réseau thématique Socrates de l'AOIFE (voir les Bulletins précédents). A ce jour, seules trois universités françaises (Paris VII, Lyon II et Toulouse II) ont adhéré à l'AOIFE et sont donc en mesure de participer aux activités du réseau thématique ATHENA (voir compte rendu dans le présent Bulletin) et souligne la sous-représentation inquiétante des institutions françaises.

PROJET DE TABLE RONDE À L'AUTOMNE 1999

▲ Les contacts sont en cours avec plusieurs femmes des IUFM de Lyon et Toulouse, ainsi qu'avec les associations « Femmes et mathématiques » et l'AFFDU (Association française des femmes diplômées des universités), en vue de l'organisation d'une table ronde sur un thème commun qui reste à préciser.

MINISTÈRES

▲ Divers contacts sont en cours avec les responsables institutionnels (ministère de l'Education nationale, service Droits des femmes) pour discuter des nouvelles possibilités de promotion des études féministes, notamment par le biais des dispositifs de création des écoles doctorales.

CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE DU C.A.

▲ Une conférence téléphonique du C.A. aura lieu le mardi 6 avril 1999 à 21 h 00.

RÉPONSE AU DROIT DE RÉPONSE

A propos de la publication des actes de la Journée de l'ANEF, Les féministes face à l'antisémitisme et au racisme (14 juin 1997, supplément au Bulletin de l'ANEF n° 26, printemps-été 1998), le C.A. de l'ANEF a tenu sa position du 25 septembre 1998 (Bulletin de l'ANEF n° 27, automne 1998, pp. 9-10) :

« (...) Il est hors de question de poser a priori des limites à l'expression des points de vue. Aussi passionnés ou excessifs qu'ils apparaissent parfois, ils doivent pouvoir s'exprimer, être débattus et éventuellement contrariés.

La publication, en revanche, ne peut obéir à la même logique. Les points de vue en dépit de la formule convenue et juridiquement fautive qu'ils n'engagent que leurs auteurs peuvent choquer ou blesser certaines personnes, prêtes ou non. Et certains propos peuvent être tenus que nous ne saurions accepter et diffuser. Nous nous sommes donc donné un certain nombre de règles concernant la publication, qui pour sembler videntes gagnent à être précises. L'ANEF ne publiera pas de propos que nous jugerons misogynes, racistes, antisémites, homophobes, par exemple. Elle évitera de reproduire des attaques personnelles, des procès d'intention. Il est évident que le débat nécessite souvent la dénonciation de certaines positions, la critique de certains points de vue, voire la polémique. Ce n'est donc qu'au cas par cas que nous pourrions faire la part entre ce qui relève de la nécessaire liberté d'expression et de débat et ce que nous refusons de publier ».

Dans le même Bulletin, nous avons publié un droit de réponse* de Nouvelles Questions Féministes (p. 87) aux Actes de la Journée de l'ANEF de 1997, daté du 29 septembre 1998.

Publier un droit de réponse fait partie du devoir déontologique, légal et moral. Nous tenons à préciser que la publication de ce droit de réponse n'implique pas une adhésion du C.A. aux analyses présentées dans ce texte.

Lyon, le 30 janvier 1999.

* ERRATUM : Dans ce texte, au 2^e paragraphe, 5^e ligne, dans la phrase commençant par « Nous accuser... », au lieu de « critique féminine » il fallait, bien sûr, lire « critique féministe ».

EN DERNIÈRE MINUTE

Texte arrivé le 15 février 1999.

Comptes rendus du C.A.

Qui intimide qui ?

Dans le Bulletin de l'Anef (n° 27, automne 1998), le comité de rédaction de *Nouvelles Questions Féministes* accuse Rita Thalmann¹ de s'être livrée à son encontre à une « tentative d'intimidation destinée à [nous] interdire toute critique féministe vis-à-vis d'Israël » Et il ajoute : « Le seul propos de *Nouvelles Questions Féministes* est la dénonciation du machisme et de l'oppression des femmes partout où ils sont constatés. A cet égard, l'Etat d'Israël ne mérite pas plus de statut d'exception que n'importe quel autre Etat. »

Rita Thalmann est une pionnière dans les études sur la période nazie et sur les nouvelles formes d'exclusion et de discrimination. Nous connaissons et estimons la qualité de son œuvre et de sa réflexion, son engagement féministe, son intégrité scientifique incontestables. Les propos de NQF — qui ne répondent en rien aux questions soulevées — sont non seulement insultants à son égard, mais ils constituent en eux-mêmes une tentative d'intimidation : tout se passe comme s'il s'agissait d'esquiver à tout prix le débat en cours. N'esquivons pas ce débat ; il appelle de notre part les mises au point suivantes :

1. La journée de l'ANEF en 1997 avait pour titre « Les féministes face à l'antisémitisme et au racisme ». Concernant plus particulièrement les formes contemporaines de l'antisémitisme, Rita Thalmann — mais aussi Colette Guillaumin, Liliane Kandel, Gail Pheterson, Françoise Basch, Malka Markovitch et d'autres participantes — y ont évoqué les modalités multiples sous lesquelles ces questions se posaient, surgissaient ou resurgissaient dans les discours et analyses féministes, ainsi que leurs silences, leurs ambiguïtés, ou leurs dérives. Des exemples nombreux pris

dans la littérature féministe en France comme en Allemagne ou aux Etats-Unis furent cités par les unes ou par les autres. Seul NQF (d'ailleurs non nommé) a jugé bon de s'indigner, insulter et menacer d'un futur procès. Seule Rita Thalmann a été l'objet de son attaque.

2. L'article d'Andrea Dworkin cité par R. Thalmann, et publié dans NQF sans la moindre mise en perspective critique, soulevait pourtant nombre de questions. Ainsi, l'auteur y affirmait qu'en Amérique aujourd'hui, pour les femmes, « c'est un peu la Nuit de Cristal tout au long de l'année », se demandait si les femmes juives allaient « être détruites à nouveau par les nazis, avec cette fois les hommes juifs pour substitut », et s'indignait de l'existence d'une « pornographie de l'Holocauste », pour conclure : « tant que [cette pornographie] existera, seuls les Juifs mâles seront différents de ces pitoyables créatures, dans les trains et dans les camps. Les femmes juives sont les mêmes »². Autrement dit, les femmes partout dans le monde sont objet d'une Nuit de Cristal permanente (sic), et les femmes israéliennes sont les victimes de ces nouveaux nazis que seraient les « hommes juifs » : la Shoah continue, à l'encontre cette fois des femmes. De quoi brouiller radicalement toute analyse, et toute compréhension tant de la période nazie que des rapports de domination entre sexes.

3. Il est surprenant de constater que l'article d'Andrea Dworkin fut la première (et unique) occasion où NQF aborda la question du nazisme, de la Shoah (i.e. de la destruction des Juifs européens) — et c'est, essentiellement, pour réduire celle-ci au rôle de support, ou de prétexte, ou d'alibi à publications pornographiques.

Est-ce là vraiment tout ce qu'une revue féministe avait à dire sur cette tragédie ?

4. NQF affirme enfin que, pour ce qui est de « la dénonciation du machisme et de l'oppression des femmes » (...) l'Etat d'Israël ne mérite pas plus de statut d'exception que n'importe quel autre Etat. ».

En effet. Pourtant, NQF n'a jamais, à notre connaissance, publié un numéro spécial exclusivement consacré à, par exemple, la « critique féministe » de l'Irlande, à la « critique féministe » de la RDA, à la « critique féministe » de la Russie, du Mexique ou de l'Amérique (sans parler des pays du Golfe). NQF a publié des articles ou des dossiers, souvent intéressants, sur tel ou tel aspect de la politique gouvernementale, sur tel ou tel aspect des sociétés irlandaise, est-allemande, russe, mexicaine, ou américaine. Jamais la « critique féministe » ne s'est exercée, dans NQF, à l'encontre de l'un des ces Etats dans son ensemble, en tant que tels — à l'exception précisément, de l'Etat d'Israël. Une telle mise en cause n'a rien de nouveau, notamment dans l'extrême-gauche³ : sa seule originalité est d'être faite, ici, au nom des femmes et du féminisme.

5. Y aurait-il, dans NQF, au nom de la « critique féministe », un « statut d'exception » accordé à l'Etat d'Israël ? un silence d'exception quant à la question juive ? à celle de la Shoah ? Accuser celles et ceux qui se posent, légitimement, des questions à ce sujet, de « tentative d'intimidation », les menacer de procès — au lieu de répondre sur le fond aux questions posées — ne peut que relancer ces interrogations, et renforcer le malaise.

On peut se demander, dès lors, qui intimide qui.

Erika APFELBAUM, Françoise BASCH, Liliane CRIPS,
Marie-Josèphe DHAVERNAS, Christine FAURE, Nicole GABRIEL,
Liliane KANDEL, Nadja RINGART, Ioana WIEDER-ATHERTON,
Claude ZAIDMAN.

1 – Rita Thalmann : « Le racisme est-il soluble dans l'oppression de genre ? », communication à la journée de l'ANEF du 14.6.1997 « Les féministes face à l'antisémitisme et au racisme », publiée dans le supplément au n° 26 du Bulletin de l'Anef, printemps-été 1998.

2 – Une analyse détaillée de cet article est parue dans Prochoix, n° 8, décembre 1998.

3 – Elle est très différente de la critique, claire, légitime, et partagée par un grand nombre d’entre nous, de la politique des gouvernements et/ou des groupes fondamentalistes israéliens. Voir notamment sur ce point l’analyse de P-A Taguieff : La nouvelle judéophobie : antisionisme, antiracisme, anti-impérialisme, Les Temps modernes, nov. 1989. (Aucun des auteurs cités dans cet article n’avait menacé Taguieff ou les TM de procès pour l’usage du terme « judéophobie »).

Compte rendu de l'A.G. de l'ANEF du 12 juin 1998, Paris

Présentes : Judith Cypel, Nicole Décuré, Mireille Delbraccio, Marie-Jo Dhavernas, Françoise Duroux, Annik Houel, Michèle Ferrand, Erika Flahaut, Dominique Fougeyrollas, Irène Foyentin, Carine Klein, Brigitte Lhomond, Nicole Mosconi, Françoise Picq, Hélène Rouch.

Parmi les nouvelles adhérentes, nous souhaitons la bienvenue à Judith Cypel, allocataire de recherche en première année de thèse de littérature américaine (Bordeaux III) avec un sujet sur les romancières américaines et le suicide.

RAPPORT MORAL

Françoise Picq, présidente de l'ANEF, nous rappelle les activités de l'ANEF pour 1997-1998.

▲ L'ANEF a participé aux Assises nationales pour les droits des femmes (15 et 16 mars 1997) dont les actes viennent d'être publiés sous le titre *En avant toutes ! Actes des assises nationales pour les droits des femmes*, Paris, Le temps des cerises, 1998, 305 p. (100 F pour les adhérentes + 20 F de frais de port).

▲ Les actes de la 5^e journée de l'ANEF consacrée au thème « Les féministes face à l'antisémitisme et au racisme » (13 et 14 juin 1997) sont publiés en supplément au bulletin de l'ANEF n° 26.

▲ La 6^e journée de l'ANEF 1998 a pour thème « Lien sexuel, lien social : sexualités et reconnaissance juridique ».

▲ L'ANEF a apporté son soutien au colloque « Parité : enjeux et mise en œuvre » (6 et 7 février 1998). Organisé à Toulouse par l'équipe Simone, il a réuni des intervenants et des intervenantes issus de la recherche et du milieu associatif. Les débats ne se sont pas cantonnés à une discussion pour ou contre la parité, mais ont exploré les modalités d'application de la parité à travers les projets

institutionnels (révision de la Constitution ou proposition de loi) d'Y. Roudy, F. Gaspard ou L. Jospin. Une publication et une cassette vidéo sont disponibles.

▲ Le Collectif du droit des femmes a envoyé au Premier ministre une lettre de soutien à Geneviève Fraisse qui se heurte à de sérieuses difficultés dans l'exercice de ses fonctions de déléguée interministérielle au droit des femmes (voir article de G. Fraisse, « Une femme en colère », Le Monde, juin 1997).

▲ L'ANEF renouvelle auprès du Service des droits des femmes une demande de subvention pour l'année 1998.

RAPPORT FINANCIER

Annik Houel présente le bilan comptable de l'ANEF pour 1997. La réduction drastique de la subvention du Service des droits des femmes qui avait chuté en 1995-1996 de 90 000 à 39 000 F, pour ne plus se relever les années suivantes, a été parfaitement contrôlée par notre trésorière. Les recettes restent cependant insuffisantes pour assurer un autofinancement. Le nombre d'adhésions varie peu (124 en 1996, 127 en 1997). Les déplacements pour la journée Universités et les colloques internationaux ont entraîné une hausse des dépenses.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

RAPPORT DES COMMISSIONS

Commission Bulletin (Nicole Décuré)

▲ La modification des périodes de publication du bulletin permet une plus grande souplesse de travail et permet d'annoncer les programmes et contenus d'enseignement au moment de la rentrée universitaire. La nouvelle périodicité du bulletin est la suivante : octobre (au lieu de juin), décembre (au lieu de janvier/février) et avril (au lieu de mai).

▲ En raison du surcroît de travail, nous avons renoncé aux lettres intermédiaires.

▲ L'adresse électronique de l'ANEF attend les coordonnées de vos e-mail ainsi que toutes les informations et/ou comptes rendus susceptibles d'être publiés dans le bulletin.

anef@univ.tlse2.fr

▲ 1 000 exemplaires de la plaquette de présentation de l'ANEF ont été commandés en début 1998.

▲ En raison de la récente parution de l'annuaire du GEDISST, l'annuaire de l'ANEF ne sera pas réédité cette année, mais complété par un supplément recensant les dernières adhérentes.

▲ Françoise Duroux et Michèle Ferrand se portent candidates pour s'occuper de la publication des actes de la 6^e journée de l'ANEF.

Commission Universités (Annik Houel)

▲ Le rôle de la commission Universités est de promouvoir la création de postes. La proposition de création d'un nouveau poste en littérature à Lyon II a été classée troisième par l'université mais rayée au ministère. Malgré les efforts de Geneviève Fraisse et de son assistante, il n'a pu être récupéré. Lyon II, favorable aux études féministes, espère obtenir un poste l'an prochain.

▲ A l'initiative de l'équipe Simone, Toulouse demande une jeune équipe pluridisciplinaire. Lyon a en projet la même demande en psychologie et lettres.

▲ Parti de Paris VII, le plan pluri-formation a regroupé la quasi-totalité des universités d'Ile-de-France et peut se présenter comme une base pour une école doctorale. Les séminaires inter-universités parisiens incitent les étudiantes à circuler.

PUBLICATIONS

Les ventes ne sont pas massives mais se maintiennent. La collection accueille deux nouvelles parutions :

▲ Danielle Roster, Les femmes et la création musicale. Les compositrices européennes du Moyen-Age au milieu du XX^e siècle,

Paris, L'Harmattan, 1998, coll. « Bibliothèque du féminisme », trad. de l'all. par Denise Modigliani, 348 p.

▲ Paola Tabet, La construction sociale de l'inégalité des sexes, Paris, L'Harmattan, 1998, coll. « Bibliothèque du féminisme », recueil de textes.

▲ Sur la liste des ouvrages à paraître, deux livres concernant Simone de Beauvoir et un sur les utopies féminines écrit par Claude Safir.

Au cours de la discussion, Brigitte Lhomond rappelle que le CLEF est la seule bibliothèque féministe qui propose le prêt interbibliothèque.

PROJETS

Organisation de rencontres avec des associations (Association des femmes diplômées des universités, Du côté des petites filles, Femmes et maths) pour aboutir à une table ronde autour du sexisme des programmes et des manuels scolaires et des actions communes à envisager pour leur modification.

L'assemblée générale est d'accord avec cette orientation, le C.A. se penchera sur la question.

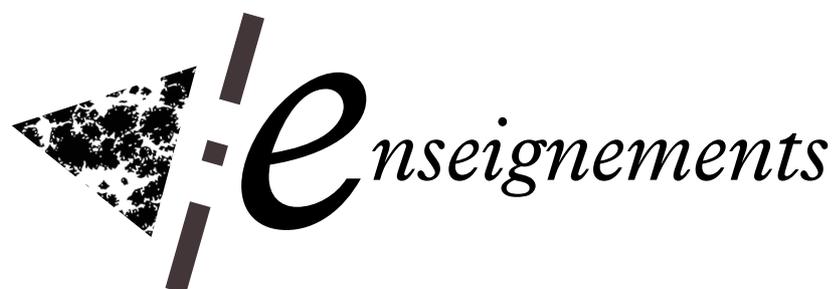
SITE INTERNET

La question de la création d'un site Internet sera étudiée à la rentrée de septembre.

ELECTIONS DU C.A.

29 votantes dont 14 par procuration sur 65 adhérentes à jour de leur cotisation. Le C.A. est élu à l'unanimité.

Karine Klein



Enseignements à l'université

Lille III

Cours deuxième semestre 1998-1999, dans le cadre de la nouvelle licence (création 1998-1999) de sociologie à Lille III (36 heures en cours et td) en collaboration avec deux collègues de Lille I. Extrait de la plaquette remise aux étudiants.

Sociologie des rapports de sexe et de genre

Claudette Bonnette-Lucet, Geneviève Cresson et Nicole Gadrey.

Vit-on dans une société où la mixité aurait permis une homogénéisation des comportements et une réelle égalité professionnelle, politique et sociale entre hommes et femmes ? Malgré les avancées légales récentes, l'observation peut montrer la persistance des inégalités et de la différenciation des rôles sociaux. A partir de l'analyse sexuée des pratiques sociales, l'approche sociologique peut renouveler la compréhension des réalités sociales ; par exemple, en étudiant le travail à temps partiel, essentiellement féminin, on éclaire les débats actuels sur l'aménagement et la réduction du temps de travail.

On abordera les questions suivantes : universalisme et différentialisme ; nature et culture ; mixité, égalité, parité... au travers de

quelques thèmes : santé, éducation, formation, travail, modes de vie, culture technique, travail social et politique sociale.

Références introductives :

- Baudelot Christian et Establet Roger, Allez les filles ! Paris, Le Seuil, 1992.
- Mathieu Nicole-Claude, L'anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe, Paris, éd. Côté femmes, 1991.
- Le sexe du travail, ouvrage collectif, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1988.

EHESS

Ecole des hautes études en sciences sociales

Anthropologie et sociologie des sexes

Nicole-Claude Mathieu.

1^{er} et 3^e vendredis du mois, 18 h-20 h.

EHESS – 105, bd Raspail

SÉMINAIRE 1998-1999

20 novembre 1998

- ▲ Le relativisme culturel, Colette Guillaumin (sociologue).

Deux séances autour du débat actuel sur la « féminisation » du langage :

4 décembre

- ▲ Humain/femelle : le sens du genre grammatical dans la catégorisation de sexe, Claire Michard (linguiste).

18 décembre

- ▲ Contre l'androlecte. Pour la disparition du genre dans le langage, Michèle Causse (écrivaine).

15 janvier 1999

- ▲ Etude transculturelle des services sexuels contre compensation, Paola Tabet (anthropologue).

5 février

- ▲ Femmes et sida au Mali, Annie Le Palec (ethnologue).

19 février

- ▲ Sexe et genre, Nicole-Claude Mathieu (anthropologue).

5 mars

- ▲ Le traitement de l'homosexualité dans la littérature policière, Danielle Charest (écrivain).

19 mars

- ▲ Darwin et l'hypothèse de la sélection sexuelle, Priscille Touraille (anthropologue).

2 avril

- ▲ De quelques femmes « extra-ordinaires » en Mélanésie, Monique Jeudy-Ballini (ethnologue).

16 avril, 7 mai, 21 mai et 4 juin

- ▲ Les séances seront consacrées aux « Sociétés matrilineaires-matrilocales ».

GEDISST
Groupe d'études
sur la division sociale et sexuelle du travail

CNRS-UPR 266 – Adr. él. : gedisst@iresco.fr

Tél. 01 40 25 12 06 – Fax 01 40 25 12 03

SÉMINAIRE 1998-1999

Lundi 26 octobre

- ▲ Constructing democracy out of difference, Cynthia Cockburn (sociologue, prof. à la City University of London).

Lundi 23 novembre

- ▲ Femmes et marché du travail en Bulgarie, Katia Vladimirova (économiste, prof. à l'Université de l'économie nationale et mondiale, Sofia).

Lundi 14 décembre 1998

- ▲ De l'écriture de l'histoire à la réflexion sur le pouvoir, Michèle Riot-Sarcey (historienne, prof. à l'Université de Paris VIII).

Lundi 18 janvier 1999

- ▲ Les régulations socio-économiques du post-fordisme, Jean-Pierre Durand (sociologue, directeur du Centre Pierre-Naville, prof. à l'Université d'Evry-Val d'Essonne).

Lundi 8 février

- ▲ Rhétoriques savantes, rhétoriques politiques : homosexualité, mariage, famille en France et aux USA, Eric Fassin (sociologue américain, prof. à l'École normale supérieure, Paris).

Lundi 8 mars

- ▲ Récits de recherches d'emplois et systèmes de croyances professionnelles, Didier Demazières (sociologue, CNRS-Printemps, Université de Versailles-Saint-Quentin).

Lundi 12 avril

- ▲ Domination de genre, domination de classe, domination Nord-Sud : questions épistémologiques et politiques, Sonia Dayan (sociologue, prof. à l'Université de Paris VII).

Lundi 17 mai

- ▲ Les rapports sociaux de sexe : un objet social masqué ? A propos de recherches sur la Poste et le travail à domicile, Isabelle Bertaux-Wiame (sociologue, CNRS-Travail et mobilités, Université de Paris X).

Lundi 21 juin

- ▲ Séance consacrée aux travaux des doctorants du GEDISST.

Le séminaire a lieu de 14 h à 17 h, salle 101, IRESCO – 59-61, rue Pouchet 75017 Paris. Métro ligne 13 « Guy Moquet » ou

« Brochant » ; autobus 66 « La Jonquière » ; ou P.C. « Porte Pouchet ». — D. Chabaud-Rychter, J. Coutras et B. Veith (organisation du séminaire). Contact : 01 40 25 12 06.

Université Toulouse-le Mirail

SÉMINAIRE DEA / THÈSE DE L'ÉQUIPE SIMONE

Salle A401 (Maison de la recherche, UTM).

Genre et rapports sociaux de sexe

Pour l'année 1998-1999, l'équipe Simone organise un séminaire de recherche sur le genre et les rapports sociaux de sexe. Nous proposons ci-dessus un calendrier où s'alternent les séminaires de recherche animés par les membres de l'équipe (14 h-17 h) et les séminaires centrés sur les travaux de DEA et thèse en cours (17 h-19 h). Chaque séminaire est ouvert aux étudiant-e-s de 3^e cycle dont la recherche porte sur les rapports sociaux ou les catégories de sexe.

Lundi 16 novembre 1998 (14 h-17 h)

- ▲ Séminaire de recherche sur les identités sexuées, animé par Christine Mennesson (thèse en cours à Toulouse III sur les femmes dans les sports dits « masculins »).

Lundi 7 décembre 1998 (17 h-19 h)

- ▲ Séminaire DEA / thèse. Tour de table des sujets de recherche.

Lundi 18 janvier 1999 (17 h-19 h)

- ▲ Séminaire DEA / thèse sur l'analyse sociologique du féminisme et des mouvements de femmes (I), animé par Muriel Andriocci et Elsa Galerand (DEA).

Lundi 1^{er} février 1999 (14 h-17 h)

- ▲ Séminaire de recherche sur la place du féminin dans la tradition philosophique, animé par Fabienne Brugères (MCF en philosophie, UTM).

Lundi 22 février 1999 (17 h-19 h)

- ▲ Séminaire DEA / thèse sur l'analyse sociologique du féminisme et des mouvements de femmes (II), animé par Nathalie Lapeyre et Guillaume Bellart (DEA).

Lundi 22 mars 1999

- ▲ (14 h-17 h) : Séminaire de recherche sur « La domination masculine », lectures de Bourdieu... et d'autres.
- ▲ (17 h-19 h) : Séminaire DEA / thèse sur la situation des femmes sur le marché du travail (Pologne et Tunisie), animé par Stéphane Portet (DEA) et Sonia El Amdouni (thèse).

Lundi 26 avril 1999 (17 h-19 h)

- ▲ Séminaire DEA / thèse sur la prise en compte des rapports sociaux de sexe dans les programmes de développement économique au Sénégal, animé par Aissatou Faye (thèse).

Lundi 7 juin 1999 (17 h-19 h)

- ▲ Séminaire de recherche et de DEA / thèse : Etat d'avancement les travaux de DEA menés au sein de l'équipe.

Lundi 5 juillet 1999 (17 h-19 h)

- ▲ Séminaire de recherche et de DEA / thèse : Etat d'avancement des travaux de DEA menés au sein de l'équipe.

Utrecht University (The Netherlands)

European Summer School in Women's Studies from multicultural and interdisciplinary perspectives.

14-30 August 1999

Diasporic Identities and Medi@ted Cultures : Gender, History and Representations

AIMS :

This two-week advanced introductory post-graduate Summer School offers a varied and integrated programme in Women's Studies from multicultural and interdisciplinary perspectives with special

emphasis on the humanities. The notion of « identity » stands central in this course. It is defined as a dynamic and contested notion, which will be approached from a number of comparative European multicultural angles. Issues related to ethnocentrism and the critique of racism will be raised within gender and women's studies. The very idea of « European identity » will be discussed from a historical, and cultural studies framework. Issues of inclusion, exclusion and therefore of access and participation in the making of European identities will also be addressed in a gender perspective. The 1999 Summer School will deal with these issues in the context of the global media phenomenon, from telecommunication to the internet and the electronic frontier. The displacement of identities is therefore the central concern of the 1999 Summer School, as is the reflection on the various forms of cultural mediation that are available within gender and women's studies today.

TARGET GROUP :

The European Summer School aims at advanced final-year undergraduate students, as well as postgraduate and PhD students. Applicants should have a background in the field of Women's Studies.

Number of participants : max. 55.

Credits : 9 ECTS.

CERTIFICATE :

After fulfilment of all requirements (preparation of assignments and reading, attendance and final essay of 8-10 pages), participants receive the NOISE Certificate for 240 hours of work.

CYBERNOISE :

This is an additional electronic component offering a shortened programme of the « real » summer school for those candidates who cannot attend the school but want to participate long-distance via Internet. Special application necessary.

TUITION FEES :

Tuition fees for the course are 500 ECU including readers.

There is a limited number of partial tuition waivers available for cases of hardship.

ACCOMMODATION COSTS :

Costs for a furnished student room : 220 ECU for two weeks, meals not included.

DEADLINE FOR APPLICATION

Applications forms should arrive in Utrecht before 30 November 1998. The selected participants will receive a letter of acceptance before 23 January 1999.

WHAT MORE DO YOU NEED TO KNOW ?

Working language : English.

Preparation : the participants are required to prepare the readings and the assignments sent to them in advance.

Registration of selected students is official after their advanced payment of 250 ECU, otherwise admission cannot be guaranteed.

For more information :

NOIQSE – International Office Women's Studies – Utrecht University – Trans 10 – 3512 JK Utrecht, The Netherlands.

e-mail : noise@let.uu.nl – Tel. +31-30-2536013

Fax : +31-30-2536695.

Utrecht University (The Netherlands)

International PhD training in women's studies in The Netherlands

The Netherlands Research School of Women's Studies-NOV offers various forms of training for PhD-candidatures :

- Four-year program resulting in a doctorate degree from a Dutch university.
- Enrolment on a year-to-year basis meaning annual reapplication.

- Entails completion of the entire regular NOV-curriculum, long-term supervision by a NOV professor and completion and successful defence of the dissertation.
- First two years cover regular course work and individual supervision (2 x 15 credits).
- Third and fourth year : no longer regular course work but primarily collaboration with supervisor (2 x 5 credits).

Dates : Academic years runs from Sept.- to June. The Full PhD-training starts September 1999.

Certificate is issued after completion of each individual course. A full transcript of certificate records at the end of each year will lead to a doctorate degree.

Application : Deadline 1 March.

Office Address :

Netherlands Research School of Women's Studies – Utrecht University – Trans 10 – 3512 JK Utrecht, The Netherlands.

Tel. +31-30-2536217/6001 – Fax : +31-30-2536134

E-mail : novphd@let.uu.nl – <http://www.let.uu.nl/nov>

Central European University Budapest, Hungary

Gender Studies Small Grant Program (GSGP)

The GSGP has been established jointly by the Open Society Institute (OSI), the CEU Program on Gender and Culture, and the OSI Network Women's Program to support gender initiatives in the countries of Central and Eastern Europe, and of the former Soviet Union. The program is based on the belief that small grants can often provide a vital and critical support for new and innovative programs. The selection committee is open to a wide variety of funding requests, but particularly encourages groups which are

just getting started and need seed money to establish basic infrastructures, or to raise more substantial funds elsewhere. Priority will be given to projects that are innovative, will result in increased opportunities for others (e.g. greater access to materials and resources, or to participate in gender related activities) and will have a lasting impact.

AVAILABLE GRANTS :

In 1999, institutes, centers, programs and academic departments actively involved in teaching, research or policy activities directly involving gender or women's studies are welcome to apply for one of two types of grants of up to \$2,000.

For further information :

The Program on Gender & Culture – Gender Studies Small Grant Program (GSGP) – Central European University – 1051 Budapest, Nádor u. 9, Hungary.

Tel. +36-1-327-3034 – Fax : +36-1-327-3001

E-mail : <gender@ceu.hu>

Rapport de la réunion *ATHENA*

Bruxelles, Belgique, 27-28 novembre 1998

Compte rendu établi par la coordination centrale de ATHENA.

The ATHENA meeting in Brussels was an overwhelmingly positive event in all ways: the first meeting of ATHENA as an official Socrates Thematic Network achieved the following:

- Planned activities were taken up and pursued.
- The panels continued their work and set new deadlines for the first project year.
- We planned for an annual ATHENA publication as a joint activity of all panels.
- We had a meeting with Esmeralda Almeida-Teixeira, responsible for the Thematic Network Projects (DG XXII), who was very helpful, positive and promising about the future of the project.
- The Task Force was reactivated.
- New decisions were made concerning the organisation.

In sum, everyone worked with new energy, this meeting was fruitful, promising, and extremely enjoyable! We want to thank all ATHENA members for their input, especially the Task Force members and of course, the wonderful local organisation of the meeting, Ada Garcia and the SOPHIA network in Brussels.

1. WHAT IS A SOCRATES THEMATIC NETWORK?

A Thematic Network under the Socrates programme of the European Commission is a forum for reflection, a platform for policy-making, advice and quality evaluation in a specific area. Moreover, a Thematic Network is a teaching network, focusing on the development of a European dimension through setting up co-operation activities in the field of curriculum development, teaching methodologies, and research and policy-making on education.

2. WHAT IS ATHENA TO PRODUCE?

The outcomes which are to be accomplished within the time frame of the European funding by July 2001, are as mentioned in our application, under contract with the European Commission. The results will be published and documented in a variety of different products such as working group reports, thematic panel reports, workshop proceedings, scientific articles, teaching materials and electronic publications. The publications will include recommendations for further research and evaluation criteria for the European dimension in Women's Studies education activities.

Concrete publications coming out of the thematic panels are:

- A cross-European comparative study of degrees in the field of Women's Studies, and a pilot study on qualifications and the professional outlets of Women's Studies graduates.
- An evaluation report on European introductory Women's Studies teaching books published in the last ten years.
- An advanced European Women's Studies teaching book.
- An on-line data bank containing both information on courses and the tools necessary to use the bank for designing new courses.
- A manual on the use of information and communication technologies in teaching Women's Studies.

3. WHAT ARE THE CRITERIA FOR PARTICIPATION?

- Delivering the work required by the panel, as certified by the panel co-ordinators.
- Regular attendance of meetings twice a year.
- To be members of countries and institutions that are eligible for EU grants.

Besides all EU countries, other European countries that are eligible for the grant are Information on <http://europa.eu.int/en/comm/dg22/socrates/new-co.html>)

Since August 1997, the relevant Association Councils have adopted different decisions concerning the terms and conditions for the participation of a number of Central and Eastern European countries, as well as Cyprus, in the Community programmes in the field of education, training and youth.

The table below indicates the opening dates of these programmes to the countries concerned.

Country	Date of decision	Date of effect
Romania	4.8.1997	1.9.1997
Hungary	4.8.1997	1.9.1997
Czech Republic	30.9.1997	1.10.1997
Cyprus	6.10.1997	1.11.1997
Poland	27.2.1998	1.3.1998
Slovak Republic	3.3.1998	1.4.1998
Latvia	27.10.1998	1.11.1998
Estonia	29.10.1998	1.11.1998
Lithuania	30.10.1998	1.11.1998

This means that with effect from the different dates displayed above, the SOCRATES, Leonardo da Vinci and Youth for Europe programmes are open to participation by persons and institutions from these countries, and to mobility towards these countries from EU Member States. It is anticipated that similar decisions relating to the following associated countries in Central and Eastern Europe will follow before long: Bulgaria and Slovenia.

In the light of this development, the purpose of the present information note is to inform the National Agencies, potential applicants for support within SOCRATES and any other interested parties of the practical arrangements for the involvement of the additional participation countries within the programme.

Furthermore, for the year 1998/99, project year 1, check the application for a thematic network on ATHENA partner universities. If your university is not among the project partners for 1998/99, you are not eligible for the grant.

- To fulfil the conditions specified in the EU contract.

- To sign the « letter of intent » (cf. Section 6.1)
- To sign the « agreement on ownership rights » (cf. Section 6.2)

4. NEW MEMBERS

For the next year, 1999/2000, new partner universities can be added (application will be submitted by 1 April 1999). Until 1 September 1999, new partners can participate in ATHENA meetings and activities, but have to raise their own funds in order to do so because they are not eligible for the 1998/99 subsidies. The list of partners for the first project year is included in the 1998/99 application.

5. WHAT DOES THE GRANT COVER?

The grant covers only the costs of organising the meetings and financing the outcomes of the project. The grant will be shared among eligible participating universities, as specified above.

The final grant will be paid as a percentage of the « total project costs » (see ATHENA application for a Thematic Network): in the final evaluation we will have to prove all expenses, including personnel costs. The Socrates grant will be estimated by the European Commission based on the total project costs and will cover 27,42 % of the proved total project costs.

6. WHAT DO YOU NEED TO DO?

6.1. Letter of intent

Following the advice of DG XXII and the terms set out in the official contract with the Commission, all active participants in ATHENA are asked to send back to the ATHENA central coordination office in Utrecht a « letter of intent », signed by the chair or the head of the department you work in, and yourself. The purpose of this letter of intent is to specify the number of days that each participant devotes to ATHENA work, and the costs for your working days. This will allow us to assess with accuracy the input of each partner, and thus to fill in the stringent requirements of the annual evaluation of the ATHENA project for the Commission.

On the basis of your estimated working hours, we can calculate the matching input of the project partners, as required by the European Commission. Personnel costs are part of the total project costs that will be determined; a percentage of the total project costs (27,42%) will be covered by the subsidy awarded by DG XXII. That means that the more we « match », the more the final grant will be. Therefore we ask all partners in ATHENA to please send back the signed « letter of intent », which contains all information the Commission asks for.

6.2. Agreement on legal ownership

This is an extremely important clause, which is clearly spelled out in the formal contract issued by DG XXII. All products developed within the framework of ATHENA, i.e. on the basis of the subsidy received by the European Commission, are the legal ownership of the Commission, delegated to the beneficiary organisation, Utrecht University. To clarify this point, a contract has been drafted in consultation with our university lawyers (based on similar agreements adopted by other European co-operation projects) and with Esmeralda Almeida-Teixeira, which we ask all ATHENA participants to sign and return to Utrecht. This signed agreement certifies and finalises your participation in ATHENA.

6.3. To sum up

Please send back to Utrecht:

1. the signed contract (agreement on ownership rights)
2. the letter of intent from the head of your department or institute.

After we receive these documents from you, travel expenses will be refunded for those of you who travelled to the last ATHENA meeting (see form « reimbursement of travel expenses », handed out in Brussels). Do notice that, if these conditions are not met, you will have to raise the funds yourselves to participate in ATHENA activities.

7. WORKPLAN 1998-1999 (Year one)

As set out in the ATHENA application for a Thematic Network:

YEAR 1 - DIAGNOSIS

▲ From September 1998 until August 1999, inventory and diagnoses will take place in both working groups and all thematic panels, co-ordinated by the ATHENA Task-Force.

▲ October 1998 - January 1999

Information gathering, data collecting and identification of existing studies by the five thematic panels, related to the five products: cross-European survey of existing courses, degrees, teaching materials, ODL courses and on-line information in the field of Women's Studies.

▲ November 1998

ATHENA meeting Brussels.

ATHENA newsletter by central co-ordination, containing contributions of all thematic panel co-ordinators.

▲ NB. ADDED: 15 December 1998

Reports meeting Brussels by panel co-ordinators.

ATHENA newsletter by central co-ordination.

▲ January - February 1999

Thematic panels work on an in-depth analyses of the gathered information.

Identification and definition of methods to be used in the process working towards the final products within the thematic panels.

Thematic panel co-ordinators draft thematic panel interim reports, to be used as a base for both the re-application for a Socrates Thematic Network.

As well as the ATHENA working group meeting in Tromsø, June 1999, and circulate these amongst the members of the respective thematic panels :

Members of the thematic panels discuss the reports, via ATHENA discussion lists, and comment.

Final reports finished by the thematic panel co-ordinators and distributed to all ATHENA partners.

Preparation and writing of the re-application for a Socrates Thematic Network by the ATHENA central co-ordination, to be sent in by 1 April, including an interim report on the activities already undertaken.

March 1999

▲ NB. ADDED: 5-6 March: ATHENA meeting, Noordwijk aan Zee, the Netherlands, organised by Utrecht University.

During the ATHENA meeting: working group 2 have a joint seminar with VHTO, the Dutch branch of WITEC. The purpose of this seminar is to compare good practice in the area of curriculum development in ICT supported education, with the aim to develop a plan for further common activities with VHTO within the ATHENA Thematic Network.

ATHENA newsletter by central co-ordination.

▲ April - June 1999

Preparation of the ATHENA working group meeting in June by the Task Force.

▲ June 1999

ATHENA working group meeting at the 7th International Women's Studies Conference in Tromsø:

Workshops and lectures by each of the thematic panels to present the results and outcomes of the first year, based on the thematic panel interim reports.

Presentation of the first version of the ATHENA « gender course bank ».

Evaluation of the first project year within the five thematic panels and the two working groups.

Plenary session on the development of the products.

Meeting of the Task Force to evaluate the first project year and to plan for future activities.

Date and modify thematic panel work plans for the next two years.

ATHENA newsletter by ATHENA central co-ordination.

June - August 1999

▲ NB. ADDED: June : Joint ATHENA publication by the end of project year 1, including the recommendations of Coimbra 95, which were never published and remain highly relevant to date, and a brief historical overview of how we got to this particular point.

Use of the ATHENA gender course bank by all ATHENA partners with access to Internet in order to evaluate it.

Writing and distribution of 1998-99 evaluation report of ATHENA activities, including evaluations of the thematic panels and a report of the June ATHENA meeting.

Preparation and writing of one article on the findings and results till now by the thematic panel co-ordinators in co-operation with other members of the thematic panels, to be published in a European scientific journal by the end of 1999.

Thematic panels start writing chapters of the final manual, teaching book, evaluation reports.

Update ATHENA home page by central co-ordination.

Preparation and writing of the final report for DG XXII, to be submitted by 30 September 1999, by the ATHENA central co-ordination.

8. FUTURE MEETINGS

Noordwijk aan Zee, or another location in the Netherlands, 5-6 March 1999 (organised by Utrecht University).

Tromsø, Norway, June 99 (during the « Women's Worlds 99 » congress; dates to be announced).

November 1999/January 2000: volunteers: Leeds, UK and Calabria, Italy (to be confirmed).

Bologna, Italy, 28 September-1 October 2000 (during the « 4th European Feminist research Conference »).

May 2001

▲ Volunteers: Madrid, Spain and Odense, Denmark (to be confirmed).

9. WORKLOAD

Thematic panels proceed as agreed in work plans.

Head-hunt for new participants, starting with partners already listed in the 1998/99 application, then extending to experts that we want to consult to push on with the aims and targets of each panel. In this spirit working group 2 will organise during the ATHENA meeting in March 99 in the Netherlands an ICT meeting with external experts that will advise us on specific points.

More active participants are wanted especially from Eastern European countries eligible by European Commission rules (see information from DG XXII above).

A call for participation will be issued for the Joint ATHENA publication by the end of project year 1, including the recommendations of Coimbra 95, which were never published and remain highly relevant to date, and a brief historical overview of how we got to this particular point.

10. NETWORKING THE NETWORKS

ATHENA is actively seeking for co-operation with other international networks active in the area of Women's and Gender Studies. Among them:

WINE - European network of women's libraries and documentation centres.

The Next GENDERation Network - European network of young feminists, just launched.

WITEC/VHTO - Network of women in engineering and technology.

Other networks for future co-operation.

11. ATHENA TASK FORCE

The ATHENA Task Force received a broader mandate and had a fruitful meeting during the ATHENA meeting in Brussels. The Task

Force, composed by the central co-ordination, the panel co-ordinators and the working group co-ordinators, will from now on function as a decision making body, and will be consulted by the central co-ordination for all decisions concerning European Commission policies, contracts, and financial issues. Furthermore, the Task Force will be an advisory board in matters of new activities and will be monitoring the fulfilment of the contract.

12. INFORMATION « WOMEN'S WORLDS 99 »

7th International Interdisciplinary Congress on Women Tromso, Norway, 20-26 June 1999. Those of you who will participate in the ATHENA meeting in June 1999, during the Women's Worlds Congress in Tromso, Norway, have to register individually. The organisation of the congress needs separate registration from each person attending the congress; it is not possible to register as a group. Unfortunately, ATHENA is unable to cover the costs for the congress fees; please raise your own funds to cover these expenses.

13. GENDER AND LEISURE

This is a parallel activity, fast growing among ATHENA participants. It consists in injecting a healthy dose of enjoyment in the fulfilment of the tight requirements of European co-operation activities. We trust that our partners can use their talents and their imagination in the implementation of this theme at all meetings; we leave this up to you! In this spirit, allow us to wish you all the best for the festive season and for 1999, the last of this millennium. Let us make the most of it!

Rosi Braidotti and Esther Vonk

Esther Vonk – ATHENA Central Co-ordinator
International Office Women's Studies, Utrecht University
Trans 10, 3512 JK Utrecht, The Netherlands
tel. +31 30 253.6013, fax +31 30 253.6695
NB. E-MAIL ADDRESS CHANGED: let.ruu.nl -> let.uu.nl



Compte rendu

▲ *Impressions de colloque*

A propos du cinquantenaire du Deuxième Sexe, organisé par Christine Delphy et Sylvie Chaperon, à Paris du 19 au 23 janvier 1999.

Ma conscience professionnelle d'enseignante ne m'a pas autorisée à sécher mes cours du mardi pour assister à l'ouverture d'un colloque international dont le programme était pourtant prometteur : 9 séances plénières et 19 ateliers, avec en moyenne 5 intervenants-tes de tous les coins du monde à chaque fois, une projection de films sur Simone de Beauvoir (un document FR3, pour l'émission « Un siècle d'écrivains » du 27 janvier de Valérie Stroh et un entretien de 1983 par Else Lidegaard), une promenade en bus sur les lieux de S de B, une soirée chansons des années 40, un bal du « deuxième sexe » et la présentation du dernier-né des éditions Syllepse (Le Paris de Simone de Beauvoir, images et extraits inédits de ses carnets de jeunesse, présentation bilingue, 60 F) en présence de Martine AUBRY qui a dit n'avoir pas souffert personnellement du sexisme mais a quand même promis de s'occuper des études féministes (Christine et Sylvie, en aparté, ayant souligné le retard pris en la matière depuis dix ans par la France).

Ayant laissé tomber mon billet d'avion dans la voiture qui m'amenait à l'aéroport, et après une matinée agitée, je prenais donc le colloque en marche avec quelques difficultés malgré un accueil chaleureux et le plaisir de retrouver les copines.

A la plénière de mercredi après-midi (où je remarque 3 ou 4 messieurs sur environ 250 participants-tes) le témoignage de **Fran oise d Eaubonne** sur une femme « heureuse par qui le scandale arrive » constitue un des moments d'émotion de ce colloque. A la sortie du livre, écœurée de lire toutes sortes d'insanités dans la presse, elle écrit à Simone « nous sommes toutes vengées ». Fille de suffragettes et féministe depuis toujours, dit-elle, il lui paraissait impensable qu'une femme écrive et publie un tel livre à ce moment-là. Elle rappelle combien le contexte était négatif avec les difficultés d'après-guerre et surtout avec la puissance d'un catholicisme militant, actif et influant dans la presse, le cinéma et les Chambres ; de l'autre côté un courant communiste défendant certes la travailleuse, mais aussi la mère et l'épouse. Elle nous propose une révélation « à quelques exceptions près, les réactions de la gauche dans son ensemble ont été anti-féministes » !

Gaby Sutter et Regina Wecker de l'Université de Bâle nous ont parlé des réactions « neutres » et surprenantes (!) de la Suisse à partir de quelques exemples de presse, réactions semble-t-il moins virulentes qu'en France alors que les femmes suisses n'avaient pas le droit de vote à ce moment-là (elles ne l'ont que depuis 1971) et que la question de l'égalité entre les sexes n'est vraiment d'actualité que depuis deux décennies. Un journal protestant reconnaît que l'idée du travail professionnel émancipateur est un objectif utile de l'œuvre, mais se plaint du caractère individualiste et de l'absence de chaleur humaine de l'auteur. En 1952, on peut lire dans un autre journal que Simone de Beauvoir s'adresse aux femmes en vue d'aider à leur auto-détermination, il n'est fait mention ni de l'agressivité, ni de la haine que certains journaux français ont prêtées à l'auteur. Le livre a été accueilli plutôt comme un essai de psychologie féminine que comme un livre féministe et

politique. En revanche, au moment où Simone de Beauvoir obtient le Goncourt en 1954 pour son roman *Les Mandarins*, plusieurs extraits de presse montrent qu'elle n'est pas prise au sérieux, ni en tant que philosophe, ni comme littéraire, ni comme femme.

Montserrat Palau Verg s de l'Université de Barcelone, venue nous parler du rôle d'Aurélia Capmany dans la diffusion clandestine du livre à partir de l'Institut français, a surtout rappelé le contexte de la société espagnole dans laquelle l'Eglise et l'Armée sont les deux piliers du franquisme, relayés par les sections féminines de Franco qui diffusent un mot d'ordre général (!) en guise de modèle féminin « foyer, fourneau, couture ». A partir de 1962, où la traduction en langue espagnole arrive du Brésil, le livre semble avoir servi de référence dès le milieu des années 60 aux groupes de femmes proches des catholiques progressistes qui se réunissent à Madrid et aux groupes de femmes socialistes de Barcelone.

Martha Nichols Pecceu des USA (?) a rappelé l'ambiance malsaine du maccarthysme au moment de la sortie du livre en 1952 (traduit entre 1950 et 1951). Une culture de la crainte du féminin et de la féminisation des hommes s'ajoute à la méfiance de l'intellectualisme français que représente Simone de Beauvoir. Dans la presse, sur un ton genre dramatique, un psychiatre fait état de ses critiques à propos du langage prétentieux, philosophique simpliste et pseudo scientifique. La situation des femmes françaises décrite par le livre n'a rien à voir avec celle des américaines dit-on à l'envi. Un article positif d'une femme (?) en 1961 va renverser les choses et permettre à l'œuvre de produire tous les effets bien connus.

Le débat tourne autour de Françoise d'Eaubonne qui rappelle ses échanges de mots doux avec François Mauriac ; elle ne se laisse pas démontée et traite ce grand écrivain (!) de vieux monsieur refoulé. Elle rappelle que Simone de Beauvoir était assez insensible à toutes les positions critiques vis-à-vis de son livre mais que les propos de la presse à grand tirage (*Samedi SOIR*) lui avait donné le

sentiment de la haine, de l'infamie et l'ordure de la mentalité journalistique, d'ailleurs l'hiver et le printemps suivant, Sartre et elle ne se sont pas rendus au ski pour éviter la meute des journalistes.

En fin d'après-midi, je me trouve dans l'atelier « Le Deuxième sexe et les communistes », où **Josette Tratt** rappelle le revirement familialiste et nataliste du Parti communiste français repérable dans les discours de Vaillant Couturier et Maurice Thorez à partir de 1936. Cette position est la même après-guerre.

Dans leur sillage, l'Union des Femmes Françaises ne s'oppose pas à l'allocation de salaire unique, nous dit **Sylvie Chaperon**, et, pour éviter les injustices réclame son extension à toutes les mères de familles (l'ASU étant limitée à la population active salariée). Quant au livre de Simone de Beauvoir, entre juin 1949 et avril 1951 dans les Lettres françaises (le journal de l'UFF), quatre articles de dix à douze pages de M.-Louise Baron, sont contre le Deuxième sexe. Sylvie n'a pas trouvé de référence au livre dans l'Humanité. Il est perçu comme un texte culturel et non politique. Sartre et Beauvoir ayant adopté une position de non-alignement par rapport à l'URSS, le Deuxième sexe est attaqué au même titre que toutes les publications des Temps modernes. Simone de Beauvoir est présentée comme une bourgeoise s'adressant aux bourgeoises et l'émancipation sexuelle est considérée comme dérisoire dans cette période de pénurie où M.-L. Baron souhaiterait une émancipation non par les organes sexuels mais par le tube digestif !

Dominique Loiseau indique que la stratégie politique du PCF est déjà à ce moment-là d'atteindre les masses en passant par les femmes et que l'indépendance de celles-ci continue d'être rattachée à l'exercice d'une activité professionnelle (position paradoxale avec celle sur la politique familiale, note personnelle). Le PCF reste combatif contre les lois répressives de 1920 (ce qui n'est pas le cas des Radicaux) mais en raison du natalisme ambiant, il ne voit guère d'intérêt dans le développement de la contraception. Il faudra attendre 1965.

Jeannette Colombel membre du PCF en 1949 (et mère de 3 ou 4 enfants ?) témoigne et se rappelle avoir été scandalisée par le

chapitre sur la mère, elle était très favorable à la politique d'aide aux mères au foyer. Elle dit que l'article qu'elle a écrit contre Simone de Beauvoir, la bourgeoise, était un peu stalinien.

Dominique Desanti, au PC de 1943 à 1956, historienne et journaliste, reprend cette idée et dit qu'en tant que militante convaincue d'un parti stalinien elles étaient prêtes à défendre les positions du parti contre le Deuxième sexe. Mais personnellement sans enfants, elle pensait, au contraire de Jeannette, que les femmes devaient choisir leur sexualité, le mariage ou pas, la maternité ou pas (une camarade du parti lui avait conseillé de dire qu'elle était stérile plutôt que d'affirmer ses choix). La lecture du livre a été pour elle la confirmation de ses idées que donc elle n'exprimait pas. Cela lui a ouvert les yeux sur l'attitude du PC à l'égard des femmes. L'UFF était très dépendante du parti malgré son ouverture à d'autres femmes non communistes, c'était un vivier de vraies militantes. D. Desanti a refusé d'écrire un article sur ou plutôt contre le livre de Simone de Beauvoir.

Lise London raconte avec émotion sa vie avec Jack London en Tchécoslovaquie et la terrible épreuve de l'arrestation de celui-ci, puis ses aveux à la radio et sa position critique vis-à-vis de son mari malgré l'amour profond qui les liait. Elle a alors beaucoup apprécié les relations établies entre amour et politique par Simone de Beauvoir, et nous lit une interview inédite de Simone de Beauvoir à Radio-Luxembourg en 1969, dans laquelle elle dit comprendre cette attitude de Lise au regard de ce qu'était le communisme et la qualifie de femme héroïque.

Le jeudi matin, j'étais moi-même à la tribune et peu concentrée ! Toutefois, j'ai beaucoup apprécié la communication de **Marie-Blanche Tahon** (Québec) pour qui la référence à la maternité dans la revendication de parité est à l'heure de la contraception totalement inutile et absurde (critique des positions d'Agacinski).

Ainsi que, si j'ai bien suivi, la relation établie par **Ursula Tidd** (Royaume-Uni) entre la position de Simone de Beauvoir sur le lesbianisme et le racisme puisque au moment de la rédaction du

Deuxième sexe, elle avait passé plusieurs mois aux USA (où elle avait une relation avec Algren) au moment de la parution des analyses de Myrdal (?) sur l'oppression des noirs.

Ensuite, j'ai raté les ateliers de fin de matinée, ayant dû répondre aux questions diverses sur ma communication qui a beaucoup intéressée les Canadiennes et les Belges, en raison du peu de travaux français existant sur la politique familiale de cette période. Le succès c'est prenant !

Le jeudi après-midi fut riche en surprises surtout lors de la première plénière à propos des problèmes de traduction du Deuxième sexe aux USA, en URSS, au Japon et au Royaume-Uni. **Yolanda Patterson** (USA) raconte les péripéties de la traduction américaine qui prendra deux années à temps plein entre 1950 et 1951. L'éditeur presse son traducteur et exige pour aller plus vite de nombreuses coupures que celui-ci refuse. Il écrit à Simone de Beauvoir qui semble peu se préoccuper à ce moment-là de ces questions de traduction. Finalement les coupures seront réduites mais significatives notamment dans l'absence de liens entre sexualité et situation de la femme mariée au foyer.

Pour **Svetlana G. Ajvazova** qui parle un français admirable, lorsque le livre paraît en France l'Union Soviétique est bercée par le mythe de l'égalité des sexes et l'inexistence de discriminations à l'égard des femmes. Pourtant il fait partie des livres interdits ce qui, selon l'intervenante, témoigne de la structure patriarcale du Parti et de l'Etat soviétique. Simone de Beauvoir est considérée d'ailleurs uniquement comme l'épouse de Sartre. Il faudra neuf années pour une traduction qui sera publiée en 5 000 exemplaires en 1989. La parution de ce livre est un événement fondamental dans la mesure où, dans le contexte actuel de modernité et d'incertitude des valeurs, le choix des individu-e-s peut se saisir de qui passe dans l'air du temps.

En ce qui concerne le Japon, **Takako Inou** distingue l'avant 70, les années 70 et les années 80. En 1953-1954 paraît une version d'abord du second tome avec des coupures, puis quelques

mois après le premier tome avec une traduction très approximative, où féminité chez Simone de Beauvoir trouve un équivalent dans maternité dans la version japonaise. Sartre et Beauvoir sont perçus comme des vedettes par une jeunesse intellectuelle locale et marginale impressionnée par leur choix de vie. Dans les années 70, des groupes de femmes commencent à se réunir autour des questions de contraception et l'influence du Deuxième sexe sur ce mouvement n'est pas évident. Mais Betty Friedan est traduite et à la fin de la décennie les études féministes naissantes font référence à Simone de Beauvoir. Dans les années 80, des critiques post-modernistes s'énoncent contre le Deuxième sexe y compris chez les féministes chercheuses. Ce qui conduit à s'interroger sur les problèmes de traduction et finalement à une seconde traduction de l'œuvre.

Au Royaume-Uni, pour **Elisabeth Fallaize**, la version anglaise minimise le caractère irréconciliable de l'amour et du mariage établi par Simone de Beauvoir. De nombreuses coupures sur les récits de vie des femmes mariées françaises enlèvent au texte les relations entre sexualité et travail ménager (cinq pages dans la traduction contre onze pages sur le ménage et la lutte contre la saleté ; il en est de même sur les passages concernant les préparations culinaires). Conséquence, Ann Oakley, qui publie en 1974 un livre sur la sociologie du travail ménager, écrit que Simone de Beauvoir n'a pas bien traité ce sujet. Une seconde traduction s'impose et semble être en cours.

Naomi de Vasconcelos explique comment lors du voyage au Brésil de Sartre et Beauvoir à l'été 1960, invité par Jorge Amado, Simone est laissée au second plan et en montre quelques énervements. Une cour d'intellectuels se presse autour de Sartre tandis que leurs dames tiennent compagnie à cette « belle femme, lointaine et autoritaire » qui dit ne pas s'intéresser aux potins et bavardages, ce qui lui vaut quelques remarques des journalistes sur sa fermeté d'esprit et son manque d'humour. Si j'ai bien compris, le livre sera traduit en 1962.

En train de discuter dans les couloirs, je manque le début de la seconde plénière et n'arrive pas à me brancher sur les questions du statut de la biologie, de la transcendance et des distinctions voire des paradoxes dans l'œuvre de Simone entre déterminisme matérialiste et déterminisme biologique. Questions par ailleurs fort intéressantes, mais qui me paraissent très clairement traitées dans un passage fort instructif de la thèse de Sylvie Chaperon dont je vous recommande vivement la lecture quand elle va la publier, ce qui ne saurait tarder.

Le vendredi matin, grand moment d'émotion à travers les témoignages des rencontres entre Simone et les intervenantes. **Gis le Halimi** rappelle le grand soutien qu'elle a trouvé auprès de Simone de Beauvoir dans l'affaire Djamila Boupacha (1960-62), jeune Algérienne horriblement torturée et qu'elle devait défendre. Simone de Beauvoir publie une tribune libre pour la défense de Djamila dans *Le Monde* qui sera saisi et poursuivi. Elles créent un Comité dont Simone est présidente. Djamila sera transférée à Fresnes, les tortionnaires identifiés mais resteront anonymes pour ne pas porter atteinte au moral des troupes ! Puis, elles signent ensemble le livre sur cette affaire pour éviter des poursuites contre Halimi. Enfin ses souvenirs nous portent en 1970, où Simone participe au Manifeste des 343 pour l'avortement et à la création du mouvement Choisir en 1971 avec Anne Zélenski. Celle-ci prend la suite des mémoires de cette période riche en événements connus (création de la Ligue du droit des femmes, celle de Questions Féministes) et je me laisse bercer par la nostalgie sans prendre de notes de son intervention ni de celle extrêmement attachante de **Claudine Monteil**. Je reprends quelques notes sur les rappels de **Yvette Roudy** concernant la participation de Simone aux repas privés qu'elle organise chez elle après sa nomination et après que Simone ait refusé toutes responsabilités et titre officiel. Elle a joué un rôle formidable contre les assauts des traditionalistes et familialistes dont elle dit « qu'ils ont de la boue dans la tête » et en particulier au moment de la bagarre contre la loi anti-sexiste. A lire absolument pour celles qui ne l'auraient pas fait le numéro

spécial des Temps Modernes qu'elle a voulu et dirigé en 1983. Elle conclut en témoignant que le rôle de Simone de Beauvoir auprès du ministère des Droits des femmes a été beaucoup plus important que ne le laisseront paraître les archives.

Enfin, **Christine Delphy** prend la parole pour nous rappeler à la triste réalité du « backflash », nous devons considérer que le patriarcat encore bien vivant efface jour après jour la présence des femmes et en particulier des féministes. Les ouvrages sur Simone de Beauvoir ont tendance à nier les engagements de celle-ci aux côtés des féministes radicales. La publication de *Libération des femmes années zéro* est la triste évidence de cet oubli toujours recommencé de notre histoire et de notre passé même proche, ce qui nous oblige à la répétition pendant que des fondamentalistes pro-life n'hésite pas à tuer des gens (ce qui selon l'humour bien connu de notre chère Christine, est somme toute, tout à fait cohérent !) sans oublier que notre Président est le parrain de la fondation Jérôme Lejeune. Quand on vous parle du féminisme et ses excès, demandez immédiatement lesquels ? Vous verrez, il n'y a pas de réponses. La mémoire doit être notre tâche essentielle et a constitué la raison d'être de ce colloque.

Le vendredi après-midi, je me rendis au Sénat où les femmes sénatrices communistes nous réunissaient pour réagir aux modifications du texte voté par le Parlement, sur la soi-disant parité puisqu'il n'en était même plus question en fait dans « la formule de l'égal accès ». Je l'ai redit, la Constitution on s'en fout, il faut revoir les lois électorales et pas seulement celles du Sénat. Mais bon, prochaine étape le 16 février au Parlement et ce n'est pas fini, comme on l'avait dit à Toulouse, un an de navette entre Sénat et Parlement et rien n'aura bouger pendant ce temps-là. Malgré un très bon communiqué de Monique Dental du réseau pour la Parité et des collectifs des droits des femmes, il fallait rédiger encore un autre texte, perte de temps et doux angélisme des sénatrices qui pensaient faire de leur mieux, j'ai vendu deux livres et deux vidéos sur le colloque de Toulouse et suis repartie déçue, mais ça va

venir, j'en suis sûre, à condition que les anti-paritaristes féministes ne continuent pas à faire des amalgames et à semer la confusion comme l'a fait **Dani le Sallenave** à la tribune de la Sorbonne devant plus de 800 personnes en traitant les paritaristes d'essentialistes et de retour au néo-biologisme. Ce n'est pas ce que j'ai entendu à Toulouse parmi les 400 participantes venues de France (sauf de Paris à quelques exceptions près). Celles qui ont lancé ce mouvement ne peuvent être ni confondues avec les essentialistes, ni soupçonnées à mon avis de vouloir renouer avec le néo-naturalisme. Les féministes paritaristes continuent de se battre contre les inégalités et les femmes réunies à Toulouse voulaient le partage du pouvoir politique pour changer le politique et son fonctionnement à partir de leurs revendications et non à partir de leurs qualités de procréatrices. Il est vrai que ce mouvement n'a pu empêcher le ralliement à la parité sur des bases différentialistes qui ont par la suite semé la confusion, mais il est abusif, à mon sens de faire le procès de la revendication de parité en confondant paritaristes féministes et paritaristes non féministes. A trois jours du débat au Sénat, ceci me semble d'une irresponsabilité politique grave. Et puis d'ailleurs, je finis par me demander ce que veulent et ce que proposent les anti-paritaristes féministes pour qu'en France nous sortions de ce blocage politique, à moins que nous ne continuions à défendre nos positions des années 70 par le refus de considérer ce champ privilégié du patriarcat. Pendant qu'on ergote, ils gardent le pouvoir. Toutefois, les quelques sénatrices et parlementaires supplémentaires et élues aux dernières législatives semblent prendre des initiatives. Elles viennent de déposer conjointement au Parlement et au Sénat une proposition de loi visant à créer des délégations permanentes à l'égalité hommes-femmes, sorte de comité de surveillance transversal et groupe de travail ayant force de propositions. Bon y a du boulot et il serait me semble-t-il intéressant d'aller au-delà de notre tâche essentielle qu'est le devoir de mémoire ou de transmission et œuvrer à quelques menues transformations. Ce n'est pas en entretenant la division et la confusion sur une revendication qui n'est ni éloignée, ni séparable

des autres : l'égalité des salaires femmes-hommes, le partage du travail domestique, qu'on reverra un mouvement social féministe fort rassembler des milliers de femmes dans la rue.

Jacqueline MARTIN, équipe Simone
Université Toulouse le Mirail

N B : Pour poursuivre ces premiers pas d'un cinquantenaire qui tout compte fait devrait durer toute l'année, il est prévu un dîner festif à la coupole le 14 avril 1999 avec toutes sortes d'accompagnements, à partir de 19 h 30 et au prix de 300 F. La soirée est organisée par la Ligue du Droit des femmes et les Pénélopes.

Colloques à venir

▲ *Femmes et religions*

Journ e d tude du CLEF

Vendredi 19 mars 1999, de 9 h à 17 h – Université Lumière Lyon 2 – 16-18, quai Claude-Bernard, Lyon 69002 (salle des colloques).

9 h 00 : Ouverture et présentation de la journée d'étude (Mathilde Dubesset).

9 h 15-10 h 45

Les femmes dans les traditions chrétiennes

(présidente de séance : Annik Houel).

- Femmes catholiques, femmes protestantes, réalités et représentations, dans la France des XIX^e-XX^e siècles (Mathilde Dubesset, historienne, Grenoble).
- Genre et idéologie dans les récits bibliques ou comment interpréter Rachel, Tamar, Mikal (Isabelle Graesslé, théologienne, Genève).

10 h 45-11 h : Pause.

11 h-12 h 30

Les femmes et l'Islam

(présidente de séance : Sylvette Denèfle).

- Femmes musulmanes entre texte et réalité (Bénédicte de Chafaut, théologienne, Grenoble).
- « Soumise à Dieu et à Dieu seul ». Jeunes musulmanes de Grenoble, vers un nouveau référent religieux et une identité féminine négociée (Séverine Cazes, historienne, Grenoble).

12 h 30-14 h : Déjeuner.

14 h-16 h

Femmes et religions

(présidente de séance : Mathilde Dubesset).

- Relecture du dimorphisme sexuel dans l'implication religieuse (Sylvette Denèfle, sociologue, Tours).
- La mystique et le féminin (Annick Houel, psychologue, Lyon).
- Les féministes, les religieuses et la question des femmes : le cas du Québec et de la France (Kristof Talin, sociologue, Grenoble).

16 h-17 h : Conclusion et bilan des travaux : Sylvette Denèfle.

▲ *Les femmes construisent la Méditerranée du XXI^e siècle*

CONGRÈS INTERNATIONAL.

València (Espagne) – 8, 9 et 10 mars 1999.

La tenue de ce congrès s'intègre dans le développement du projet du Centro Internacional de Mujeres del Mediterraneo (Centre international de femmes de la Méditerranée). Il est prévu les 8, 9 et 10 mars 1999 au Palau de la Música de Valencia avec les objectifs suivants :

- Coordonner les politiques relatives à l'intégration de la femme dans les différents processus de développement qui s'appliquent aux pays de la Méditerranée.
- Impulser la conscience régionale entre les institutions officielles et les ONG de femmes dans la région méditerranéenne.
- Promouvoir la participation de la femme aux nouvelles technologies d'information comme stratégie efficace pour réduire les différences de chances.
- Promouvoir la participation de la femme méditerranéenne dans le processus de prise de décision politique, économique, sociale et culturelle.

Le congrès tournera autour des aspects de l'intégration dans les processus de développement qui sont mis en marche par la plupart des pays de la zone : l'intégration économique, l'accès à l'éducation et à l'emploi.

SUJETS DU CONGRÈS

Le congrès international des 8, 9 et 10 mars 1999 se propose d'exposer des expériences et de débattre :

▲ l'accès à l'information et à l'usage des technologies de l'information et de la communication comme les moyens pour la participation et la promotion de la femme dans la région de la Méditerranée ;

▲ les aspects socioculturels de la diversité méditerranéenne qui conditionnent la participation de la femme comme protagoniste du développement ;

▲ la participation de la femme méditerranéenne à la vie publique, à la défense des droits de l'homme et son rôle dans la prise de décision.

INFORMATION D'INTÉRÊT

Lieu et dates :

La rencontre aura lieu les 8, 9 et 10 mars 1999 au « Palau de la Música » (Palais de la musique), dans la salle Rodrigo qui a 420 places et dans les salles C et D qui ont 100 places chacune.

Secr tariat technique :

Congrès international « Les femmes construisent la Méditerranée du XXI^e siècle » – Direction générale de la Femme. Conseil départemental du bien-être social – Gouvernement valencien – C/Nàquera, 9. 46003 Valencia. Espagne.

Tlf. 34-96 3985607 – Fax 34-96 3985638.30/17

E-mail : congreso.mediterranea@trabajo.m400.gva.es

Horaires : de 9 h à 15 h.

Bourses :

La commission organisatrice a prévu de 20 bourses pour des participants d'organismes associés au Centre international de femmes de la Méditerranée. Ces bourses incluent le voyage et le séjour. Pour solliciter la bourse, il y a comme condition indispensable de participer activement au congrès et de déposer ou poster une communication.

▲ *Women's studies en Belgique.**La nouvelle génération***COLLOQUE DU R SEAU SOPHIA.**

27 et 28 novembre 1998, Bruxelles.

Ce colloque est réalisé avec le soutien financier de Mme Miet Smet, ministre de l'Emploi et du Travail et de la Politique d'égalité des chances.

Sophia organise cette année un colloque dans le but de soutenir les efforts de jeunes chercheuses et chercheurs qui, dans leurs travaux, adoptent une grille de lecture intégrant la dimension sexuée.

Ce colloque se déroule en synergie avec l'AOIFE (Association of Institutions for Feminist Education and Research in Europe) et son réseau Athena qui tient une réunion à Bruxelles à l'invitation de Sophia.

La formule choisie réunira le samedi 28 novembre quatre jeunes chercheuses en philosophie, droit, économie et histoire du cinéma et des expertes, membres des réseaux Athena et Sophia. Les jeunes exposeront leurs recherches et les expertes commenteront leurs travaux dans un souci de développer et de renforcer une approche et une méthodologie féministes.

PROGRAMME

Vendredi 27 novembre

17 h 30-19 h 15

▲ « Cyberfeminism with a Difference »

Conférence en anglais¹ de Rosi Braidotti, professeur en études féministes à l'Université d'Utrecht, présidente du réseau Athena (Advanced Thematic Network in Activities in Women's Studies in Europe).

20 h 15-22 h

▲ « Penser e(s)t agir »

Conférence en français¹ de Françoise Collin, philosophe, responsable des Cahiers du Grif, co-fondatrice de Sophia.

Samedi 28 novembre

10 h-11 h 15

▲ « De vrouwelijke regisseur in België: een wetenschappelijke correctie via historisch-biografisch onderzoek »

Exposé en néerlandais¹ de Christel Stalpaert, licenciée en philologie germanique, licenciée en sciences du théâtre, assistante RUGent.

Discutantes : Madga Michielsens, philosophe, professeur en études féministes à la Katholieke Universiteit Nijmegen et à l'Universitaire Instelling Antwerpen et une experte du réseau européen Athena.

11 h 15-12 h 30

▲ « Le coût indirect des responsabilités familiales. Sa reconnaissance en droit comparé, européen et international de la sécurité sociale dans la perspective de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes »

Exposé en français¹ de Pascale Vielle, docteur en droit, professeur adjointe en droit social à la faculté de droit de l'UCL.

Discutantes : Bea Cantillon, sociologue, directrice du Centrum voor Sociaal Beleid Universitaire Faculteiten Sint-Ignacius te Antwerpen et une experte du réseau européen Athena.

14 h-15 h 15

▲ « Etalons et devenir. Approche du savoir féministe contemporain à partir du concept de minorité chez G. Deleuze et F. Guattari »

Exposé en français¹ de Maria Puig, licenciée en philosophie, doctorante, boursière ULB-ARC.

Discutantes : Françoise Collin, philosophe, responsable des Cahiers du Grif et une experte du réseau européen Athena.

15 h 15-16 h 30

▲ « Intrahousehold allocation processes and their outcome comparing the impact of different credit schemes. Case-study for Rural North Tamil Nadu »

Exposé en néerlandais¹ de Nathalie Holvoet, licenciée en sciences économiques appliquées, licenciée en sciences du développement, collaboratrice scientifique au COL (College voor Ontwikkelingslanden-RUCA).

Discutantes : Laurence Broze, économètre, professeur à Lille 3, membre du CORE (UCL) et une experte du réseau européen Athena.

1. Une traduction simultanée est assurée vers le français, le néerlandais et l'anglais.

Contact : Sophia – Rue du Méridien 10 – 1210 Bruxelles.

Tél. 02-229 38 69 Fax 02-229 38 59.

E-mail : sophia@skynet.be

▲ *Cúirt na mBan (A Women's Court).*
A Conference Celebrating Irish Women's Writing

WERRC—Women's Education Research and Resource Centre.
 University College Dublin. Summons to appear at the 7th Annual
 WERRC Conference 26-29 May 1999.

Final call for papers :

There has never been a conference like this one. WERRC is to convene a special sitting of international academics, scholars, writers and critics to discuss and celebrate the work of Irish women writers. Modelled on Parliament na mBan and the Midnight Court, this unique court will be in session at Neuman House and Earlsfort Terrace, Dublin 2, from 26 May to 29 May 1999.

The aim of the conference is to bring the exciting and dynamic work being done in this growing field home to Ireland, in a brilliant assembly. We aim to gather scholars and critics from both hemispheres and every time zone in one venue, to testify to their own work, together with contemporary Irish women writers. We will compile, in effect, a book of evidence on Irish women's writing.

Cúirt na mBan will take the form of lectures and parallel sessions, with readings and performances of contemporary work; discussions between writers and critics, and public dialogues between Irish women writers and visual artists. We expect adjournments to be an integral part of the proceedings.

Areas of interest include : canon formation and deformation; national subjects and notional objectives; regulations and genres; popular politics and personal witness; writing lives and dying cultures; religion, normalcy and the paranormal.

Conference organisers : Lia Mills, Katherine O'Donnel, Ailbhe Smyth.

Contact : WERRC – Tel. (353-1) 706 8571 or 269 3244

Fax : (353-1) 706 1195 – E-mail : werrc@ollamh.ucd.ie

<http://www.ucd.ie/~werrc>

▲ *New Dawns* :
The French Experience from Republic to Monarchy
 (1793-1824)

1999 SHEFFIELD FRENCH CONFERENCE.

26-27 March 1999. Halifax Hall. University of Sheffield. UK
 Hosted by the Department of French.

9.30 am-6.30 pm Friday – 9.00 am-4.00 pm Saturday

Friday 26 March 1999

10.00-11.30

- « Representing the Sovereign People in the Terror », David Andress (University of Portsmouth, UK).
- « When the Revolution had to stop », Ian Birchall, London (UK).

11.30-13.00

- « The Bishop of Pamiers: Political Thought and Experience from the Emigration to the Restoration », Munro Price (University of Bradford, UK).
- « Herder n'a pas franchi le Rhin : penser la France au tournant du XIX^e siècle », André Burguière (EHESS, Paris, France).

14.00-15.30

- « The French Medical Revolution, 1790-1820 : the Citizen Patient and the Invention of the Clinic », Laurence Brockliss (Madgalen College, Oxford, UK).
- « De la mobilisation à la normalisation : réseaux et pratiques scientifiques au service de la guerre », Patrice Bret (CRHST-CNRS, Paris, France).

16.00-17.30

- « The Uses of Democracy: Elections and Plebiscites in Napoleonic France », Malcolm Crook (University of Keele, UK).
- « The Great Plague. The Counter-Revolutionary critique of Free Speech », Sharif Gemie (University of Glamorgan, UK).

17.30-18.15

- « Lefevre's Méthode de Clarinette (1802): The Paris Conservatoire at Work » (with musical illustrations), Colin Lawson (Goldsmiths College, London, UK).

Saturday 27 March 1999

9.30-11.00

- « Inaugural Acts, Prefatory Texts: Strategies for the Restoration of the Theatre and of the Monarchy », Barbara Cooper (University of New Hampshire, Durham, USA).
- « The Ministry of the Interior and Cultural Management in Revolutionary and Post-Revolutionary France », David Wisner (American College of Thessalonika, Greece).

11.15-12.45

- « Actresses, Philosophers and Feminists: Identity, Gender and Citizenship in Eighteenth-Century France », Felicia Gordon (Anglia Polytechnic University, Cambridge, UK).
- « Women as Writers and Readers: New Cultural Practices for a New Regime », Denise Z. Davidson (St. Lawrence University, N.Y., USA).

13.30-14.30

- **Concert : Duets and Sonatas** (on period Clarinets).
Introduced by Ingrid Pearson (University of Sheffield, UK).

14.30-16.00

- « Histoire d'une renaissance : l'Université française de la Révolution à la Restauration (1793-1824) », Jen-Claude Caron (Université de Franche-Comté, Besançon, France).
- « Avant-garde Aristocrats: French Noblemen, Patents, and the Modernisation of France », Joel M. Felix (University of Reading, UK).

For more information : Dr M.F. Cross or Pr D. Williams,
Department of French, The University of Sheffield S10 2TN – Tel.
(0114) 222 4897 – E-mail: l.m.laskey@sheffield.ac.uk

▲ *Women's Worlds 99*

TROMSØ 20-26 JUNE 1999.

Women's Worlds 99, Tromsø 20-26 June 1999 is featuring five « special focus » areas.

- The Nordic experience
- North/South perspectives
- Celebrating multiculturalism and diversity
- Questioning work
- Young voices.

Strands include : GenDerations; New Constructions of Gender; Women, Power and Politics; Gendering Work and the Economy; Gendering Health; Sexualized violence; Gendering the Past; Gendering the Future; Peace, Indigenous and Human Rights; Culture, Creativity and Spirituality; Gender, Science and Technology; The Women's Movements/Feminist Activism worldwide; Gendering Men.

Details from Convenor: Gerd Bjørhovde, Prof. Dr. Philos., English, Faculty of Humanities, University of Tromsø N-9037 – Tromsø. Tel. +4777 64 4264 – Fax +4777 64 56 25
E-mail: Gerd.Bjorhovde@hum.uit.no



Ligue du droit des femmes / Les Pénélopes

▲ *Simone de Beauvoir en fête. Concours.*

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la parution du *Deuxième sexe* de Simone de Beauvoir, la Ligue du droit des femmes organise un concours de création sur le thème : « On ne naît pas femme, on le devient. »

Cette phrase célèbre résume le *Deuxième sexe* de Simone de Beauvoir, paru en 1949. La philosophe, écrivaine et féministe voulait ainsi signifier que l'identité féminine – et masculine – doit beaucoup à l'éducation et au conditionnement social. Il y a cinquante ans, son livre provoquait un scandale, car il bousculait les idées reçues.

Et vous, filles ou garçons d'aujourd'hui, quel écho éveille en vous cette phrase ?

Conditions :

Le concours est ouvert à toute personne âgée de 16 à 21 ans.

Il comporte deux catégories : « Ecriture » (court essai, nouvelle, poème, sketch, chanson) et « Arts » (dessin, peinture, photographie, collage, œuvre audiovisuelle, œuvre multimédia, page Web, spectacle vivant).

Dans la catégorie « Ecriture », les textes, rédigés en langue française, ne devront pas excéder 10 pages dactylographiées (1 500 signes).

Date limite de réception des contributions : 31 mars 1999.

Le jury :

Le jury sera composé de membres de la Ligue du droit des femmes et de ses partenaires. Dans sa sélection, le jury tiendra compte de l'âge des participants.

Remise des prix :

Les prix seront remis le 14 avril 1999, date anniversaire de la mort de Simone de Beauvoir, lors d'un dîner festif à la Coupole.

Les dix premières contributions sélectionnées dans chaque catégorie seront publiées sur le site Internet des Pénélopes.

▲ *Simone de Beauvoir en fête. Dîner festif à la Coupole.*

Dîner festif la Coupole le 14 avril 1999.

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la parution du *Deuxième sexe* de Simone de Beauvoir, la Ligue du droit des femmes, en partenariat avec les Pénélopes, vous convie à saluer l'actualité de l'œuvre et de la vie du Castor, à Montparnasse, lieu symbolique où elle a vécu, travaillé et fini ses jours.

Rendez-vous à 17 h au cimetière Montparnasse pour fleurir la tombe de Simone de Beauvoir, décédée le 14 avril 1986.

Nous nous dirigerons ensuite vers la Coupole (102, boulevard du Montparnasse 75014), où Simone prenait ses repas avec Sartre et ses ami-e-s.

Dîner festif de 19 h 30 à 23 h dans le dancing de la Coupole, où seront exposées des archives photographiques et les meilleures contributions au « concours Simone de Beauvoir », catégorie arts plastiques.

Le dîner sera accompagné de :

- Diffusion d'archives sonores (entretiens avec Simone de Beauvoir).
- Lecture de passages de son œuvre par des comédiennes, dont certaines signataires du manifeste « des 343 salopes ».

- Visio-conférence : débat via Internet avec des femmes du monde entier, retransmis sur écran. Les échanges porteront sur l'actualité de Simone de Beauvoir, et par voie de conséquence, sur le féminisme aujourd'hui.
- Remise des prix du « concours Simone de Beauvoir ».

Participation aux frais : 300 F repas inclus. Afin que cette manifestation ne soit pas réservée aux plus fortuné-e-s, il sera ouvert une caisse de solidarité.

Contact :

Ligue du droit des femmes – 54, av. de Choisy 75013 Paris –
Tél. 01 45 85 11 37 – E-mail : liguefemmes@altern.org

Les Pénélopes – 3 bis, rue de la Défense 93100 Montreuil –
Tél. 01 48 94 89 01 – Fax 01 43 79 73 21

E-mail : pénélopes@planete.net

<http://www.mire.net/pénélopes>

Femmes et hommes pour la parité

▲ *Charte du réseau Femmes et hommes pour la parité*

Plus d'un demi-siècle après le premier vote des femmes, le Parlement qui vote les lois de la République française demeure monopolisé par les hommes à 90 %.

De nombreuses associations, fédérations, réseaux de femmes et d'hommes se sont mobilisés depuis plusieurs années pour l'accès à la parité des deux sexes à la gestion des responsabilités publiques. Cette mobilisation a déjà contraint la classe politique à reconnaître le déséquilibre hommes/femmes qui persiste dans ses rangs, voire à prendre des mesures pour tenter d'y remédier.

Le Réseau Femmes et hommes pour la parité est attaché aux valeurs républicaines et démocratiques. Il est et restera pluraliste et indépendant des partis politiques et institutions religieuses. Il appelle à le rejoindre toutes celles et tous ceux qui, groupés ou

individuellement, veulent faire aboutir la parité dans les instances élues, non seulement en principe, mais dans les faits.

Pour plus amples renseignements :

Monique Dental ☎ 01 42 23 78 15 / fax : 01 42 23 60 47

Colette Kreder ☎ 01 45 04 73 25 / fax : 01 45 04 12 63

Dominique Mangé ☎ 01 40 62 65 03-17 / fax : 01 40 62 65 18

Sylvie Ulrich ☎ 01 44 54 50 54 / fax : 01 44 54 50 66

Contact :

Réseau Femmes et hommes pour la parité – 98, rue de l'Université 75008 Paris – Télécopie : 01 40 62 05 18.

Films de femmes

▲ *21^e festival international*

Du 12 au 21 mars 1999, à la Maison des Arts – Place Salvador-Allendé 94000 Créteil. France.

Cap sur l'Australie et la Nouvelle Zélande avec une rétrospective Jane Campion, un hommage à Tracey Moffat, et la découverte de réalisatrices talentueuses des Antipodes... Graine de cinéphage fête ses dix ans ! Une compétition internationale ouverte au jeune public... Après Margarethe von Trotta, Agnès Varda et Helma Sanders-Brahms, les leçons de cinéma offrent au public le bonheur d'une rencontre privilégiée avec de grandes cinéastes... La compétition propose 50 films internationaux inédits... Le festival s'associe au « Printemps du Québec en France » 1999 avec Léa Pool et Manon Briand... Une invitée d'honneur rencontre le public autour de son autoportrait... Et bien sûr des avant-premières, la section « Regards sur l'enfance », des programmes thématiques et la remise des prix le samedi 20 mars 1999.

Contact :

Tél. 01 49 80 38 98 / Fax 01 43 99 04 10

E-mail : filmsfemmes@wanadoo.fr

Site Web du festival : <http://www.gdebussac.fr/filmfem>

Women and science

Between April 28th and 29th a conference was organised by the European Commission in Brussels on the subject of « Women and Science ». During this conference the importance of equal opportunities for women within scientific and technological research was stressed repeatedly. Attention was also drawn, however to the importance and relevance of « gender » as a scientific concept, and also as a social one. The growing awareness about the relevance of gender in science has also been testified by recent publications. An article in Nature showed that female scientists with the same productivity as men are less likely to receive postdoctoral fellowship applications than men. And especially in the higher echelons the percentage of women in places of decision-making and power is drastically lower when compared with them.

As a reflection of this growing awareness an important part of the « Fifth Framework Programme » which has as its goal to aid the European scientific and technological developments for the benefits of all citizens and enterprises, aims to bring about equal rights and equal representation in scientific and technological research. Its objectives are to promote and fund research « by, for and about women ».

As a concrete effect of this new orientation the « Fifth Framework Programme » aims to set up a Network of women and science. The « Women and Science Network » will draw together a maximum of already existing organisations of women in science; to stimulate efforts which are already being undertaken at national levels; and to co-ordinate them.

The purpose of this letter is to enlist your support to produce a compilation of the most significant networks of « women and science » active today. To this end, I would like to ask you to please fill in the information by requesting a form (address below). I would also be grateful for any detailed brochure or other printed

information (p.r. material or annual reports) about your organisation, that you may forward. Information and addresses concerning other networks than your own will be very welcome as well. All the data collected will be handed over to DG12 and be put towards a European platform for the networks on « women and science ».

Contact :

Wander Eikelboom – University of Utrecht. Trans 10. Room 1.16 – 3512 JK Utrecht. The Netherlands

Tel. +31 30 253 6013 / Fax +31 30 253 6695

E-mail: wander.s.eikelboom@let.uu.nl

Negar

NEGAR, association loi de 1901, a été créée en octobre 1996 à l'initiative de femmes afghanes et françaises, en réponse aux messages de détresse envoyés par des femmes d'Afghanistan, après la prise de la capitale Kaboul par la milice extrémiste des Tâlebân.

NEGAR fait connaître la situation dramatique des femmes d'Afghanistan depuis la négation de leur statut d'êtres humains, l'interdiction qui leur est faite de toute vie publique et la dévastation de leurs conditions de vie sous la loi des Tâlebân.

NEGAR offre un relais aux associations féminines afghanes dissoutes par les milices tâlebân et dont les membres restent actifs clandestinement, de façon à faire entendre leurs voix et leur détresse à l'extérieur du pays et à les mettre en contact avec la diaspora et les associations de femmes du monde entier.

NEGAR soutient les initiatives des femmes d'Afghanistan, telle que l'éducation clandestine des fillettes depuis que toutes les écoles et tous les lycées de filles ont été fermés par les Tâlebân, leur interdisant tout accès au savoir.

Pour soutenir notre action, contactez : NEGAR – BP 10 – 25770 Franois (adhésion 150 F).

Fondation Scelles

Pour la dignité et le respect de la personne humaine : contre l'exploitation sexuelle

Il y a cinq ans, la Fondation Scelles voyait le jour et était aussitôt reconnue d'utilité publique. Depuis, de nombreuses initiatives concrètes ont été prises :

- Création d'un centre d'information et d'études, le CRIDES.
- Remises de bourses annuelles, décernées par un jury indépendant, à des associations qui mènent sur le terrain des actions remarquables de prévention, d'aide ou d'insertion auprès des victimes de l'exploitation sexuelle.
- Parution du premier Infos Scelles l'an dernier.

Aujourd'hui, une trentaine de bénévoles et trois permanents s'emploient à développer les activités de la fondation.

Pourquoi toute cette énergie ?

Pour faire comprendre que la prostitution n'est pas un mal nécessaire !

Pour crier que le corps humain n'est pas un produit à vendre !

Pour faire contrepoids aux exploiters et aux réglementaristes qui veulent faire de la prostitution un métier comme les autres.

La tâche est lourde et les victimes, souvent très jeunes, sont de plus en plus nombreuses.

Merci à celles et à ceux qui comprennent notre mission et répondent généreusement à notre appel. Nous avons besoin de vos dons pour développer nos aides aux victimes. Ensemble, persévérons !

Contact :

Fondation Scelles – 14, rue Mondétour 75001 Paris

Tél. 01 40 26 04 45 / Fax 01 40 26 04 58

EFI
Espace Femmes International

▲ *Campagnes internationales pour les droits des femmes*

Espace Femmes International est une association à but non lucratif fondée en 1993 pour servir de relais entre les femmes du Sud, le mouvement des femmes en Suisse, les réseaux internationaux des femmes, les organisations internationales, les ONG, les instituts de développement, les médias.

Ses buts :

Réunir et diffuser de l'information sur les femmes et le développement. Promouvoir la réflexion et la formation en matière de développement à partir de la perspective du genre.

Favoriser la solidarité et l'échange entre personnes de toutes provenances.

Fournir des prestations et des services dans ces domaines – notamment en langue française.

EFI est un espace de solidarité avec les luttes de femmes partout dans le monde : contre le mariage forcé, contre les violences, contre la stérilisation forcée, contre l'exploitation dans le cadre du travail, contre l'exclusion, contre l'insécurité, contre la discrimination sexuelle, contre la passivité, contre la peur.

EFI agit comme un relais de l'information en français sur les projets, la formation et les recherches des femmes actives dans le développement, au Sud et au Nord.

Au centre de ressources de EFI, on trouve des collections de revues, documents et publications ainsi qu'une base de données sur les expertes et les groupes engagés dans des initiatives locales, nationales et internationales pour la promotion des femmes.

Th mes :

Ressources « femmes » par pays et régions • Genre et développement • Droits des femmes • Pauvreté • Mouvement des femmes

- Femmes sous lois musulmanes • Suivi des conférences internationales • Santé • Violences • Formation économique des femmes.

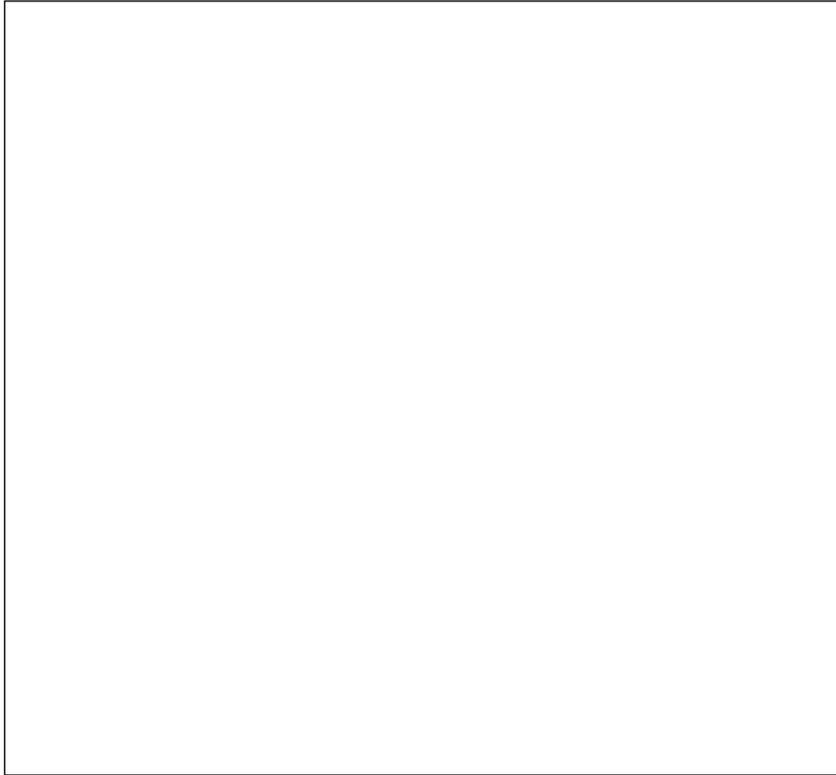
Contact :

EFI.Espace Femmes International – 2, rue de la Tannerie –
1227 Carouge. Suisse – Tél./Fax +41 0 22 300 26 27

E-mail : efi.geneve@swissonline.ch

Réseaux

Photo Nicole Décuré



Sénégal, 1996.



*Appels
à contributions*

La recherche féministe dans la francophonie plurielle

Appel de communications
Colloque international, 17-21 mai 1999
Université Anta Diop, Dakar, Sénégal

Ce colloque international fait suite à une première initiative de la Chaire d'étude sur la condition des femmes de l'Université Laval qui, du 24 au 28 septembre 1996, au Québec, Canada, avait convié des spécialistes ayant le français comme « langue de production et de diffusion des connaissances », à un forum d'échanges sur les questions d'importance pour la recherche féministe : la transformation des rapports d'inégalité entre les sexes.

La rencontre de Dakar de mai 1999 veut approfondir cette réflexion scientifique et activiste, et mettre en exergue le caractère pluriel du monde francophone en rassemblant un nombre plus large des voix qui ont contribué à lui donner du corps et de l'esprit. Les communautés sénégalaises, ivoiriennes, tunisiennes, réunionnaises, mauritaniennes, suisses, tchadiennes, québécoises, marocaines, burkinabé, antillaises, vietnamiennes, congolaises ou cambodgiennes ont, comme celles de Belgique, de Madagascar, d'Algérie ou de France, chacune à leur manière, élargi l'espace francophone et donné une assise plus large à son influence économique, politique, culturelle et scientifique. La rencontre en

terre africaine invite les participantes et participants à une réflexion féministe pour relever, ensemble, les défis sociaux, politiques, économiques et culturels du XXI^e siècle qui se posent aux femmes et aux hommes des sociétés et des cultures contemporaines, à partir de leur contexte et situation propres. Ce sera une occasion privilégiée, pour des spécialistes de disciplines diverses et les activistes des espaces francophones d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique d'échanger et de débattre sur les expériences des unes et des autres, les visions de la critique féministe comme outil scientifique et politique, les problématiques majeures relevant de leurs domaines de spécialité scientifique, professionnelle ou activiste, les questions de conceptualisation et de méthodologie, les voies et moyens de faire prendre en compte la dimension du genre dans les grandes questions de l'heure.

L'Université Cheikh Anta Diop est l'hôte officiel du colloque qui se déroulera du 17 au 21 mai 1999. Le colloque tentera d'associer une large partie de la communauté scientifique (collègues, étudiantes et étudiants) et associative pour convaincre, si besoin en était, qu'au-delà des slogans politiques, la réflexion sur les femmes, sur les rapports sociaux entre hommes et femmes relève de la pensée « scientifique » ; elle est une dimension fondamentale de la compréhension des relations dans les sociétés humaines. Cette réflexion est indispensable pour la transformation de ces rapports et une plus grande justice sociale.

Cet appel de communications est une invitation et devrait aider les participantes et participants à rechercher, auprès de leurs universités, institutions professionnelles et organisations locales, nationales et internationales, les moyens de prendre en charge leurs frais de transport et de séjour à Dakar pour la durée du colloque. Le comité de coordination sera en mesure de vous envoyer très bientôt des lettres officielles d'invitation pour appuyer vos demandes de financement. Les coûts d'hébergement dans les hôtels dakarois et le montant des frais d'inscription seront indiqués très prochainement.

Enfin, pour permettre au comité scientifique de mettre en place un cadre de réflexion, nous vous convions à choisir un thème et à en donner un résumé compréhensif de quelques lignes, soit comme communication individuelle, soit comme projet d'atelier que vous organiserez vous-même. Le comité est pour le moment ouvert à toutes les suggestions et sélectionnera les thèmes en fonction de leur pertinence. Il est prévu de publier les Actes du colloque, après sélection des meilleures communications pour une commission scientifique prévue à cet effet.

Quelques thèmes sont suggérés ici :

Les féminismes dans le monde francophone : différences et convergences • Les spécificités de la recherche et de l'enseignement féministes : domaines, concepts et méthodologies • Les féminismes des Etats et les mouvements féministes nationaux et internationaux • Identités et représentations féminines et masculines comme sources d'inégalité entre les sexes • A propos de la masculinité • L'égalité devant soi • La critique féministe du droit • La famille : espace de domestication et/ou de pouvoir entre les sexes • La santé, la santé de la reproduction, les politiques de population et les rapports de genre • La religion, la culture et le pouvoir • Les violences contre les femmes : violences domestiques, violences sexuelles, violences culturelles, conflits armés, etc. • Education, culture, société • La littérature féministe • Les femmes dans l'Université, le monde scientifique et la technologie • Rôles sociaux des sexes dans la gestion de l'environnement et des ressources • Hommes et femmes dans le monde du travail • Les femmes dans la théorie et la pratique économiques • Les femmes dans l'histoire • Le sexe de l'Etat et des politiques • Le pouvoir politique : repenser la question du pouvoir et de l'engagement politique à partir de l'analyse des rapports de genre • Les défis du XXI^e siècle.

Les propositions de communications, d'ateliers, d'expositions ou de toute autre activité accompagnées de leurs résumés et arguments seront acceptées jusqu'en décembre 1998. Elles devront être adressées à l'adresse suivante :

Madame Fatou Sow, sociologue CNRS, chercheur associé à l'Université Cheikh Anta Diop. Comité de coordination du colloque international sur « La recherche féministe dans la francophonie plurielle ». Institut fondamental d'Afrique Noire Cheikh Anta Diop.

Université Cheikh Anta Diop – BP 206 – Dakar, Sénégal.
Tél. 221-825 00 90 (FAN) – Tél./Fax 221-825 65 33 (GREFELS)
E-mail : fatousow@telecomplus.sn

Le genre : de la catégorisation du sexe

Appel à contributions pour un numéro spécial de la revue UTINAM (revue de sociologie et d'anthropologie), coordonné par l'Equipe Simone, Université de Toulouse-Le Mirail

Objectifs : Après une vingtaine d'années de recherches sur les catégories et les rapports sociaux de sexe au sein des sciences sociales en France, il s'agit de faire le point sur les avancées théoriques et méthodologiques les plus marquantes des dernières années et d'ouvrir les pistes de recherche et de réflexion pour le troisième millénaire.

Contenu : L'objectif des coordinatrices de ce numéro spécial consiste à proposer des textes portant directement sur l'apport heuristique et la mise en œuvre du concept de « genre » (ou de « rapports sociaux de sexe ») dans les sciences sociales (sociologie, anthropologie, ethnologie) en France, sans distinction de champ thématique. Certains des textes prévus seront issus du séminaire transversal sur le genre organisé par l'Institut d'études doctorales à l'Université de Toulouse II en 1995-1998. D'autres permettront de faire le point sur l'état des réflexions dans d'autres lieux.

N.B. Une attention particulière sera apportée aux propositions de contributions de la part de jeunes chercheur-e-s (doctorant-e-s, DEA, post-doc' "jeunes" Maîtres et Maîtresses de conférences, etc.).

Date de parution : fin 1999

Envoi des propositions : Titre et résumé (1 page) à envoyer à l'Equipe Simone avant le 1er mai 1999 (les réponses de l'équipe de rédaction seront envoyées au plus tard le 1er juin 1999).

Envoi des textes définitifs : Les auteur-e-s des propositions retenues devront fournir la version définitive de leur texte (20 pages maximum, bibliographie et notes comprises, en Times corps 12, interligne simple) avant le 1er septembre 1999.

Merci de transmettre cet appel à vos collègues et étudiant-e-s de 3^e cycle.

Contact :

Nicky Le Feuvre – Equipe Simone. Maison de la Recherche.
Université de Toulouse-Le Mirail 31058 Toulouse Cedex 1.

Tel : 05 61 50 43 94 (bureau)

Tél. & Fax : 05 61 99 39 23 (domicile)

Fax : 05 61 50 37 08 (bureau)

E-mail : lefeuvre@univ-tlse2.fr

Feminist Theory

A Major New Journal for 2000.

Three times a year: April, August, December.

First issue April 2000.

An international Interdisciplinary Journal

Feminist Theory is a new international interdisciplinary journal being launched in April 2000 to provide a forum for critical analysis and constructive debate within feminist theory.

Theoretical pluralism / Feminist diversity

The journal will be genuinely interdisciplinary and will reflect the diversity of feminism, incorporating perspectives from across the broad spectrum of the humanities and social sciences and the full range of feminist political and theoretical stances.

Feminist Theory will promote :

- Debate among theorists from diverse perspectives.
- Critical engagements with shifting disciplinary hierarchies within feminist theory.
- Challenges to existing theoretical orthodoxies and conventional definitions of theory.
- Empirically grounded theorizing as well as more conceptual work.
- Writing which is politically engaged and which explores links between theory and practice.
- The crossing of theoretical and disciplinary boundaries.

Themes to be covered in early issues include:

- What counts as feminist theory ?
- Agency in theory
- New materialist feminisms
- Between difference and gender
- The cultural and the material.

Reviews

The journal will include book reviews and review articles which set two or more recent books within the context of past debates.

Interchanges

In addition to longer articles, Feminist Theory will publish short think pieces, comments on past articles and theoretical reflections on topical issues. Readers will be encouraged to respond to these contributions, fostering ongoing debate and exchanges of ideas.

Call for papers

Contributions are invited for early issues of Feminist Theory. Six copies of the manuscript should be submitted, typed in double spacing on one side of the paper and using the Harvard referencing system. Articles should be 6000-8000 words and contributions to

the « Interchanges » section should be 800-2000 words. All submissions will be refereed anonymously by at least two reviewers.

Contributions should be sent to :

The Editors, Feminist Theory, Centre for Women's Studies,
University of York, Heslington, York, YO1 5DD

Tel. +44 0 1904 433672/433671 – Fax +44 0 1904 433670

E-mail: sfj3@york.ac.uk

*Gender and Rural Transformations
in Europe*

Past, Present and Future Prospects

World Rural Women's Day.

Conference presented by Gender Studies in Agriculture,
Wageningen Agricultural University.

14-17 October 1999. Wageningen. The Netherlands.

Conference aims and context

Conference discussions will be focused on developments within the various disciplines, interdisciplinary advances, and regional comparisons and state-of-the-art. The aims of these exchanges will be to :

- Stimulate theoretical and methodological advances in the field of European rural gender studies.
- Challenge empirical results and generalisations through international comparison and critical contrast.
- Provide a learning environment for scholars of countries where rural gender studies are incipient.

Call for papers and other contributions

The conference will be structured around two major themes, with three sub-themes each. All papers and other contributions should fall under one of these themes.

Theme 1 :

Gender in rural households, livelihoods and economies

- State and policy interventions, self-regulation and self-management.
- Markets, commodities and means of production.
- Labour organisation, labour processes and working conditions.

Theme 2 :

Gender and rural environments, cultures and living spaces

- Culture, identity and heritage.
- Community, deprivation and social exclusion.
- Environment (built and natural), sustainability, and quality of life.

Deadline for abstracts and other proposals is 15 February 1999. Deadline for papers is 1 September 1999.

For queries and further information, and to submit abstracts and other proposals : Margreet van der Burg, Conference Co-ordinator, Wageningen Agricultural University, Gender Studies in Agriculture, Hollandseweg 1, NL-6706 KN Wageningen. The Netherlands.

Tel. +31 317 483374 / Fax +31 317 485477

E-mail: Gender.Con@alg.vsl.wau.nl

http://www.sls.wau.nl/crds/congr_gs.htm



*Publications
&
soutenances
des membres de l'ANEF*

Equipe Simone – Université Toulouse-Le Mirail

Politiques sociales et rapports sociaux de sexe

Depuis la création du DESS « Politiques sociales et rapports sociaux de sexe » à l'UTM en 1993, les travaux de stage effectués par les étudiant-e-s des diverses promotions constituent une ressource bibliographique importante pour l'analyse sexuée des politiques publiques d'insertion, d'emploi, de santé, de logement, etc.

Ces travaux, ainsi que les dossiers élaborés dans la cadre des divers modules du DESS, sont disponibles à la consultation (uniquement sur place pour l'instant) au Centre de documentation de l'équipe Simone (Maison de la recherche, bureau A415, 14 h-17 h 30). Tél. 05 61 50 36 79 / Fax 05 61 50 37 08.

Rapports de stage DESS

Ann e 1993-1994

- Sonia Abdesslem, « Accueil des Sans Domicile Fixe avec enfants » (CASS du Pont-vieux), 37 p.
- Myriam Andrieu-Meqqori, « Mission locale départementale et rurale de la Haute-Garonne. Les facteurs d'insertion », 22 p.

- Isabelle Carchan, Jean-Michel Coustaut, « Comptes rendus des entretiens effectués pour le tableau de bord auprès des associations et structures institutionnelles du quartier d'Empalot », 1993-1994, 67 p.
- Sylvie Mosnier, Carine Darreon, « Etude des allocataires du R.M.I de la C.A.S.S de Bagatelle », 1993-1994, 160 p.
- Hélène Mottay, « Service d'Action Préventive. La maison de l'Europe. », 1993-1994, 41 p.
- Nogues Florence, « Logement et monoparentalité », 1993-1994, 49 p.
- Oubda Jean-Marie Honorat, « Connaissances, attitudes, croyances, comportements des populations africaines de Toulouse face au sida. Evaluations, recherche d'outils spécifique et projet d'information », 42 p.
- Annie Ricaut, « Une immersion dans l'ANPE », 31 p.
- Florence Salgues, « Le contrat emploi solidarité ».
- Marie-Line Thorignac, « Mission locale du Tarn-nord. L'insertion professionnelle des jeunes filles », 58 p.
- Pauline VUILLERMOZ, « Sexuation et problématiques : autour d'une enquête auprès des intervenants en toximanie à Montpellier », 45 p.

**Rapports de stage DESS
Ann e 1994-1995**

- Myriam Andrieu-Meqqori, « Mission départementale et rurale de la Haute-Garonne. Les facteurs d'insertion », 50 p.
- Hélène Bely, « Stage sur le quartier Bellefontaine. La politique de développement social urbain. Les problèmes de l'accès des filles à la culture », 42 p.
- Ghislaine Caperan, « Les différentes modalités d'intervention dans la mesure CES à l'ARPASEP », 57 p.
- Isabelle Carchan, « Tableau de bord sur l'évolution du quartier d'Empalot », 75 p.

- Laure Charlas, « Identité et représentations sociales en toxicomanie », 38 p.
- Noëlle COMBES, « Centre d'Information de la Petite Enfance », 37 p.
- Catherine Ceaux, « Les impayés de loyer à l'O.P.A.C Aquitanis : la résidence Génicart », 45 p.
- Sébastien DAIX, « Une enquête sur le centre AFPA de Toulouse-tertiaire : application d'une problématique des rapports sociaux de sexe », 37 p.
- Johanne David Salor, « Le Mouvement français pour le planning familial », 39 p.
- Aminata Diouf, « Evaluation différenciée du parcours d'insertion des hommes et des femmes bénéficiaires du RMI », 49 p.
- Noëlle Monpeo, « ADS, Conseil Général de l'Ariège », 36 p.
- Solange Morere, « Le CIDF de la Haute-Garonne », 58 p.
- Brigitte Levasseur-Costil, « Izpegi-Services, association intermédiaire : à la rencontre du social et de l'économique », 56 p.
- Petitgas Véronique, « L'accès aux soins des populations défavorisées : étude des espaces santé en France », 41p.
- Sandrine Stora, « Présentation d'un audit interne sur le recouvrement des impayés de loyer S.A. Languedocienne d'H.L.M, R.S », 1994-1995, 25 p.

**Rapports de stage DESS
Ann e 1995-1996**

- Nathalie Brotons, « La mise en œuvre du droit au logement : mythe ou réalité ? », 56 p. — « Etude portant sur les aides accordées aux bénéficiaires du RMI, pour le maintien ou l'accès au logement », 65 p.
- Odile Coquet, « Les elles du Lauragais », 130 p.
- Carine Darreon, « Les bénéficiaires du RMI et le contrat d'insertion », 119 p., III Vol.

- Régine Faure, « Réseau d'échanges réciproques de savoirs de Bellefontaine », 50 p.
- Anne-Elisabeth Francq, « Cellule-emploi du Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques », 31 p.
- Catherine Fraysse, « Clémence Isaure », analyse de son réseau de familles d'accueil », 50 p.
- Karine Esteban, « Le secteur d'aide aux personnes », 35 p.
- Pascale Gentilini, « L'ensemble de la politique SIDA, stage à la DDASS du Tarn », 20 p.
- Anabelle Hullein, « Rapport de stage au Groupe d'Etude et de Recherche en Sciences Sociales », 45 p.
- Hêla Jalel, « Le service d'action sociale et formation de la FOL 31 », 50 p.
- Chantal Leloup, « Réflexion pour une prise en compte des publics défavorisés à la Cité de l'Espace de Toulouse », 27 p.
- Marie Mate, « Les contrats d'insertion en alternance des jeunes dans le Tarn-et-Garonne », 74 p.
- Christelle Mahe, « Association pour la recherche et l'information sociale et médicale », 62 p.
- Nicole Surre, « De l'insertion à la promotion : CES en Ariège et nouvelles activités », 72 p.

**Rapports de stage DESS
Ann e 1996-1997**

- Marie-Th. Auset, « Le Centre de documentation et d'information des femmes et des familles du Gard », 44 p, 2 Vol.
- Myriam Bosch, « Bilan et évaluation de la formation des travailleurs sociaux dans les centres d'accueil », 31 p.
- Alexandra Emboulas, « Etude sur la corrélation entre système scolaire et les différences des sexes », 69 p.
- Céline Desbrugères, « Des femmes agricultrices. Etat de lieux et représentations de leur place dans l'agriculture », 75 p.

- Latifa Dhina, « Les associations de quartiers et les politiques publiques », 39 p.
- Véronique Frugier, « L'intercommunalité : partenariat et concertation au sein du contrat de ville de Mazamet-Aussillon-Labrugère », 85 p.
- Mélanie Geoffroy, « Initiales : les femmes et la création d'activité », 50 p.
- Isabelle Giraud, « Enquête sur les représentations des filières et des métiers auprès d'un public de l'espace de formation », 2 Vol.
- Anne-Marie Hamel, « Orientation et insertion professionnelle filles et garçons (16-25 ans) », 76 p.
- Patrick Alexis Ladant, « La prévention SIDA auprès des couples non conformistes au Cap d'Agde naturiste avec l'association : "Couples contre le SIDA" », 82 p.
- Brigitte Lavergne-Raynal, « Le résident d'ARECI : de la dépendance à l'indépendance vers la dépendance », 70 p.
- Robert Macary, « Evaluation d'un dispositif d'insertion par le logement », ABRI, 60 p.
- Sébastien Millet, « La Mutualité Sociale Agricole à l'écoute des jeunes », 53 p.
- Marie-Pierre Moreau, « Le service « Accueil d'Urgence-Femmes » de la Maison des Allées », 110 p.
- Florence Mula, « PRISM, un regard sur la prévention et l'accès aux soins », 50 p.
- Jacquelin Ricard, « La maison des chômeurs Partage, Toulouse », 52 p.
- Valérie Trémouille, « Analyse de la mise en œuvre d'un projet associatif : Réseau et Entraide dans un Centre d'Initiatives pour Femmes (RECIFS), basé sur l'accueil de femmes addictives », 60 p.

**Rapports de stage DESS
Ann e 1997-1998**

- Cécile Amiel, « Les bénéficiaires du RMI et la création d'entreprise », 37 p.
- Valérie Archenault, « L'Institut Régional de Formation aux Carrières Educatives et Sociales », 48 p.
- Else Blaise, « Que peut faire une mission locale pour aider ces jeunes femmes ? », 47 p.
- Florence Daniel, « De l'importance des groupes de femmes dans le milieu agricole », 47 p.
- Claudine Deltour , « Service des Centres Sociaux de la Caisse d'Allocations Familiales de la ville de Toulouse », 41 p.
- Natacha Djani, « Les lauréates du prix de la vocation scientifique et technique : Etude de leur choix et de leur trajectoire scolaire et professionnelle », 53 p.
- Aïssatou Faye, « La situation des filles et des garçons dans la permanence de la mission locale d'Empalot : des trajectoires éclatées où les filles occupent la part la plus sombre », 32 p.
- Anne Galand, « Le traitement social de la stérilité. Centre de stérilité masculine, hôpital La Grave », 59p.
- Céline Kus, « Dispositif RMI : la place des femmes ou Y-a -t-il un parcours sexué d'insertion ? », 63 p.
- Nathalie Lapeyre, « La maison des chômeurs de la Faourette », 94 p.
- Claire Parichon, « Le programme Trans-Faire, Délégation régionale aux droits de l'homme - Rhône-Alpes », 62 p.
- Laurent Raigneau, « Les pratiques identitaires masculines sur l'île de Montréal (Québec) », 46 p.
- Ruau Cécile, « Etude sur des personnes sorties du dispositif RMI », 64 p.
- Kathy Souffron, « L'APIAF, une association militante du secteur social, réflexion à partir de l'accueil de jour », 27 p.

- Maryse Tassain, « Prise en compte et place du conjoint dans le cadre familial de l'aide sociale à l'enfance », 97 p.
- Martine Vézié, « Quel est le regard des soignantes des S.S.I.A.D. sur les aidantes informelles ? », 77 p.

Annick Pignon

*Mythe viril et nouvelles figures féminines
dans quatre romans policiers contemporains*

DEA du Centre d'études féministes de Paris 8, sous la direction de Françoise Duroux. Septembre 1998.

Christine Fontanini

*Les filles face aux classes de mathématiques supérieures
et spéciales : analyse des déterminants des choix d'une filière
considérée comme atypique à leur sexe*

(Sciences de l'éducation)

Directrice de thèse : Marie Duru-Bellat.

Date de soutenance : 1^{er} février 1999.

Lieu de soutenance : Université de Dijon.

Renseignements : 03 80 39 54 50

Malgré la mixité officielle de toutes les formations d'enseignement supérieur depuis plus d'une vingtaine d'années, les classes préparatoires scientifiques de type maths-physique demeurent un bastion masculin.

C'est pourquoi l'objet de cette thèse a consisté à mettre en évidence les mécanismes présents qui freinent encore les filles à se diriger vers cette filière scientifique prestigieuse et à étudier pour celles qui s'y sont engagées (et par conséquent qui se sont démarquées par leurs choix scolaires de la majorité des filles), quels sont les facteurs ayant pu favoriser ce type d'orientation vers cette formation.

Notre recherche a eu pour but également d'étudier comment les filles vivent ces deux années de classe préparatoire scientifique tant sur le plan scolaire que personnel.

Nous nous sommes aussi intéressé à leurs projets d'études post-classes préparatoires mais aussi professionnels et personnels.

Notre population cible était celle des filles mais pour en saisir la spécificité, nous l'avons comparée avec celle des garçons.

Geneviève Cresson

Le travail sanitaire profane dans la famille : analyse sociologique

Doctorat de sociologie, Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris, 1991, sous la direction de Claudine Herzlich. Depuis octobre 1992, maître de conférences en sociologie, Lille III.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Ouvrages et ouvrages collectifs

- Cresson G., Le travail domestique de santé, analyse sociologique, L'Harmattan, coll. Logiques sociales, 1995, 344 p.
- Cresson G., « Les parents et les douleurs des enfants dans la vie quotidienne », chap. 3 (p. 65-89) dans Cook J. et Tursz A. (dir.), L'enfant et la douleur. Familles et soignants, Ed. Syros, 1998.

Rapports de recherche

- Cresson G., Heinen J. et Ludwig B., « Accueil et socialisation des jeunes enfants à Cologne et à Lille », Rapport de recherche pour la CNAF, juin 1996.
- Cresson G., « La place des parents dans l'hospitalisation à domicile. Approche sociologique des soins aux enfants mucoviscidiques », Rapport de recherche Clerse-Ifresi pour le CHU de Lille (octobre 1997), 198 p.

Articles dans revues scientifiques

- Cresson G. et Martin C., « Familles et santé : apprécier la diversité des contributions familiales » (introduction au dossier Famille et santé) dans *Sciences sociales et santé*, vol. 13, n° 1, mars 1995, p. 61-63.
- Bastin N., Cresson G. et Tyberghein J., « Éléments d'analyse sociologique d'un risque thérapeutique, le cas de la contamination transfusionnelle des hémophiles français par le virus VIH », n° spécial de CLES Cahiers lillois d'économie et de sociologie, sur les risques extrêmes, n° 28, 1996, p. 75-86.
- Cresson G., « La sociologie de la médecine méconnaît-elle la famille ? », numéro thématique de *Sociétés contemporaines* : « Famille et sociologies », n° 25, 1997, p. 45-65.

Travaux de vulgarisation et valorisation des connaissances

- Cresson G., « Un enfant va bien : le travail silencieux des femmes », dans *Dialogue*, n° 124, 2^e trim. 1994, n° spécial « L'enfant, la maladie et la famille », p. 17-25.
- Cresson G., « Innovations en action sociale : se former au discernement », dans *Economie et humanisme*, sept. 1996, p. 52.
- Cresson G., « Le soutien familial et ses savoirs propres », dans *Prévenir*, n° 31, « Ville et santé », 2^e sem. 1996, p. 85-89.
- Cresson G., « La santé et les soins au quotidien, le rôle des mères de famille », dans *Le lien*, magazine de l'aide à domicile, n° 161, déc. 1996, p. 18-25.
- Cresson G., Heinen J. et Ludwig B., « Valeurs et normes dans l'éducation de la petite enfance », dans *Recherches et prévision (CAF)*, n° 49, sept. 1997, p. 41-49.
- Cresson G., « En famille, le b.a.-ba de la santé », dans *L'École des parents*, n° 2, février 1998, p. 26-34.

Ouvrages et ouvrages collectifs

- Cresson G., « Les parents et les douleurs de leur enfant dans la vie quotidienne », communication au séminaire du 9 déc. 1996,

- « L'enfant, sa famille, ses soignants et sa douleur » du CIE (Centre International de l'Enfance, Paris).
- Cresson G., « Les rapports de genre dans la production domestique de santé », intervention au séminaire ERASME 1996-1997, Paris. (Publication prévue)
 - Cresson G., « Adolescent, questions de famille », conférence-débat dans le cadre du cycle « Adolescence au risque de la vie », Lille, 1997, Fondation de France et Maison régionale de promotion de la santé. (En cours de publication)
 - Cresson G., « Les figures du temps en sociologie de la médecine », communication au séminaire Lastree-CLERSE, Lille, 17 mars 1997. (Publication prévue).
 - Cresson G., Heinen J. et Ludwig B., « Quelques paradoxes dans les compétences professionnelles autour des petits enfants », communication à la journée d'étude du CLERSE, 30 mai 1997, « Certification, validation, diplôme : nouveaux enjeux ».
 - Cresson G., « Comment les professionnels envisagent-ils les risques de contamination ? », communication à la deuxième réunion du programme d'Alpha-Educom, Lille 3, 9 octobre 1998. (Publication en cours)

Sandrine Dauphin

Doctorat de science politique en octobre 1997. Thèse : *Art et totalitarisme*. Mention très honorable avec les félicitations du jury. Université Paris II, Panthéon-Assas.

Expériences et réalisations

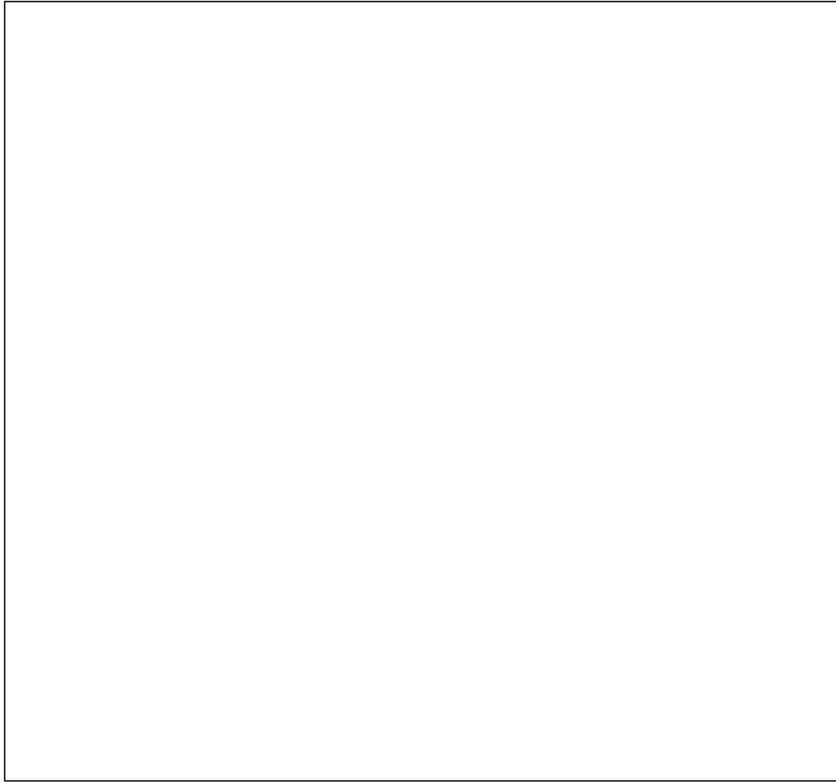
- Publication dans *Le Monde de l'éducation* du résumé de ma thèse : « Art et totalitarisme » (rubrique Focus), sept. 1997.
- Depuis janvier 1997, chargée de recherches historiques pour la Fondation Femmes Mythiques : participation au projet de livre et d'exposition sur une histoire universelle des femmes considérées comme mythiques. Article sur Hélène de Troie.

- Collaboratrice à la revue trimestrielle Perspectives asiatiques (revue de géopolitique) : participation au comité rédactionnel, réécriture des articles japonais traduits en français, maquette de la revue, attachée de presse, en 1995-1997.
- Collaboratrice à la Société d'études Marguerite Duras : relations presse, interviews (Edgar Morin, Martine Pascal, Gisèle Casadesus...), en 1995-1997.
- « Rapport sur l'immigration en France », pour l'IRPEJ (Institut de recherches politiques et économiques sur le Japon).

Marie-Claude Bergouignan

Marie-Claude Bergouignan, membre du C.A. de l'ANEF, a été reçue à l'agrégation de sciences économiques. Elle est professeur des universités depuis le 1^{er} janvier 1999.

Photo Nicole Décuré



Thaïlande, 1992.



Compte rendu

Enfance au féminin

Taslima Nasreen

Exilée à contrecœur depuis 1994 pour échapper à la double traque dont elle faisait l'objet au Bangladesh¹, Taslima Nasreen faisait paraître à l'automne 1998 son premier livre écrit en Occident et ce, au moment où elle prenait le risque de retourner dans son pays au chevet de sa mère mourante.

Récit autobiographique, *Enfance, au féminin*² retrace dans ses moindres détails — des plus infimes aux plus percutants — l'éveil d'une conscience et le parcours du développement d'une résistance au dressage et à la transformation d'une fille en ce que Claire Michard nomme « humain relatif »³. D'ailleurs le livre se clôt au moment charnière de l'arrivée des règles qui projettent brutalement les petites filles dans le statut asphyxiant de femme.

Si un seul mot pouvait cerner le sens de *Enfance, au féminin*, le terme « échappée » serait apte à rendre la complexité d'un propos d'envergure socio-ethnologique à portée politique. Échappée, en effet, du récit chronologique, échappée de l'unité de ton, échappée

des descriptions essentialistes. Chacun de ces éléments s'imbriquent pour illustrer la formidable aventure de l'échappée de l'auteur à l'oppression des femmes qui présage des prises de position féministes de l'adulte Nasreen.

En utilisant alternativement l'outil de la distanciation et celui de la plongée dans le registre de l'émotif pour traiter d'une série d'événements dont elle bouscule la chronologie, l'auteur se munit d'outils aptes à mettre en lumière la complémentarité complice entre la structure et les effets sur le plan mental de l'enfermement familial et social, renforcé par la propagande religieuse. Il faut lire l'argumentation de Taslima — petite fille à l'esprit vissé à la logique — lorsqu'elle confronte sa mère à l'irrationnalité d'un discours religieux destiné à rendre les femmes esclaves pour savourer l'humour qui n'apparaissait pas dans ses textes précédents — articles, chroniques, nouvelles, romans, poésie, témoignage historique.

Cette mère « fantasque, jalouse et dévote » serait mariée à un homme « volage et occidentalisé » selon les termes d'un article paru dans *Télérama*⁴. Grâce au rapprochement d'événements temporellement éloignés les uns des autres, Nasreen reconstitue l'évolution d'un être qui rêvait d'étudier. Il en ressort un portrait multidimensionnel de cette femme devenue non pas tellement fantasque que submergée de contradictions irréconciliables parce que profondément perturbée par un mariage qui a signé l'arrêt de mort de ses études, tandis qu'il a servi à son mari — un homme d'origine plus modeste — de tremplin pour accomplir des études de médecine et, de là, à se transformer en un bourgeois méprisant son épouse. D'autre part, elle est devenue non pas tellement jalouse plutôt que terrorisée par l'éventualité tout à fait plausible d'être, ainsi que le prévoit l'Islam, répudiée du jour au lendemain au profit de la maîtresse de son mari et de se retrouver alors quasi sans ressources pour élever ses quatre enfants. Et elle est effectivement devenue dévote lorsqu'elle s'est transmuée en disciple d'un Pîr⁵ dénommé Amirullah afin d'échapper à l'emprise d'un mari qui manipule le rationalisme à des fins tyranniques.

Écartelée entre une mère devenue dévote et un père dont elle a souvent souhaité la mort, Nasreen choisit dès le plus jeune âge la voie de l'analyse matérialiste pour décoder la masse d'observations, d'expériences personnelles (viols par deux oncles à peine plus âgés qu'elle, découverte de son attirance envers une camarade, etc.) et d'informations la plupart du temps tronquées dont elle dispose — enfermées à de rares exceptions près dans l'enceinte de la maison familiale, les femmes ont uniquement accès aux informations concernant l'extérieur que les hommes daignent leur transmettre.

Si l'analyse de son milieu familial et de son entourage immédiat occupe une place importante dans le récit de Nasreen, sa curiosité insatiable la pousse à scruter et décrire le contexte historique (guerre de libération contre le Pakistan occidental qui mène à la création de l'état du Bangladesh en 1971, etc.) social (fossé entre les classes sociales, racisme anti-hindou et antisémitisme, etc.) et politique (droite contre communisme), en ne perdant jamais de vue que « Je puis dire que, dès l'âge de six ans, j'avais compris la très grande cruauté de ce monde, ce monde dans lequel il n'est guère de plus grande misère que de vivre au féminin. »⁶

Récit complexe et touffu, jouant des niveaux de langage pour rendre les différents aspects de l'oppression des femmes et démythifier tantôt la religion, tantôt la soi-disant supériorité des hommes, *Enfance, au féminin* est définitivement l'ouvrage le plus accompli de Taslima Nasreen, que ce soit du point de vue de la qualité de l'écriture que de la richesse du contenu. Bien que des formules clichés parsèment les cinquante premières pages, les quatre cents pages suivantes font souhaiter qu'*Enfance, au féminin* ne soit que le premier tome d'une passionnante autobiographie à poursuivre.

Danielle Charest

1. Nasreen était à la fois la cible des fatwas des fondamentalistes musulmans exigeant sa mort par pendaison et d'un mandat d'arrêt émis par le gouvernement pour atteinte aux convictions religieuses.

2. Éditions Stock, Cabinet cosmopolite, Paris, 1998, 458 p. Titre original : Amar Meebela, 1998.

3. « Genre et sexe en linguistique : les analyses du masculin générique », p. 35, in « Textes et sexes », revue MOTS/Les langages du politique, Presses de Sciences Po, Paris, n° 49, décembre 1996.

4. N° 2549, 18 novembre 1998, « Taslima Nasreen », par Fabienne Pascaud.

5. Le Pîr est défini par l'auteur comme un « charlatan » de confession islamique qui prétend être « le serviteur bien-aimé de Dieu en personne, l'élu de Celui qui aime à Se manifester aux croyants chers à Son cœur - et qui, en conséquence, ne manquait pas de Se manifester souvent auprès d'Amirullah. » p. 190.

6. Introduction, p. 14.

Madame, vous avez des droits !

**Guide produit par Femmes contre les int grismes
BP 0640 — 69239 Lyon cedex 02.**

TABLE DES MATIÈRES :

- Ce guide s'adresse à vous.
- Nous sommes nées quelque part.
- Madame, vous et votre mari n'avez pas la nationalité française :
 - si votre mariage a été célébré au Maghreb ;
 - si votre mari entame une procédure de divorce ou de répudiation au Maghreb.
- Mademoiselle, lisez attentivement ce qui suit :
 - vous êtes mineure ;
 - vous êtes majeure ;
 - mineure ou majeure, vous êtes victime d'un départ forcé.
- D'autres questions :
 - vous avez des enfants hors mariage ;
 - que faire face au risque d'enlèvement ?
 - que faire face au mariage polygamique ?
 - votre conjoint est décédé, il avait une pension de retraite, quels sont vos droits ? ;
 - les difficultés de transcription des jugements de divorce ;
 - les difficultés d'obtention d'une ordonnance d'exequatur ;
 - les statuts personnels au Maghreb ;
 - les conventions bilatérales ;
 - les principales conventions internationales.
- Adresses utiles.

Germaine Poinso-Chapuis femme d'Etat (1901-1981)

Association Les Femmes et la ville, sous la direction d Yvonne Knibielher. Ed. Edisud, La Calade, 13090 Aix-en-Provence.

Germaine Poinso-Chapuis fut à plusieurs titres une véritable pionnière, une « mutante ». Première femme ministre de plein exercice, extraordinairement lucide et déterminée, courageuse dans les plus rudes épreuves publiques ou privées, elle a conduit sa carrière à des sommets rarement atteints. Mais, brillante oratrice et travailleuse infatigable, elle n'a guère pris le temps d'écrire ou d'archiver. Ce qui explique sans doute l'injuste oubli dans lequel son nom est tombé aujourd'hui.

Etablie à partir du colloque « Germaine Poinso-Chapuis, témoin de son temps » (Marseille, novembre 1997), la présente biographie veut lui rendre la place qu'elle mérite dans la mémoire collective.

Issue d'une famille de la moyenne bourgeoisie marseillaise, Germaine Chapuis devient avocate au lendemain de la première guerre mondiale. Elle milite aussitôt dans la démocratie chrétienne et dans le féminisme. Mariée avec Henri Poinso en 1936, elle a eu deux fils, en 1938 et 1945. Sa conduite héroïque pendant la Résistance lui ouvre les voies de la politique. Membre du MRP, elle est députée des Bouches-du-Rhône de 1945 à 1956 et ministre de la Santé et de la Population dans le gouvernement de Robert Schuman. Son activité parlementaire a été exceptionnellement productive et novatrice. A partir de 1956, elle se consacre à la protection des handicapés et fonde le Centre régional pour l'enfance et l'adolescence handicapées. Médaillée de la Résistance, officier de la Légion d'honneur, grand officier du Mérite national, elle est morte à Marseille en 1981.

Tous droits d'auteur au profit de l'Association pour les adultes handicapés présidée par Jean-Marie Poinso.

La parité. Enjeux et mise en œuvre

Sous la direction de Jacqueline Martin, pr face d Edith Cresson,
collection "F minin et Masculin", Presses Universitaires du Mirail.

SOMMAIRE

Préface :

Edith Cresson, « La situation des femmes n'a pas progressé ».

Introduction :

Jacqueline Martin.

Ouvertures :

Michel Brossolette, vice-président de l'Université de Toulouse-Le
Mirail ; Hélène Mignon, députée de la Haute-Garonne ; Geneviève
Fraisie, déléguée interministérielle aux Droits des femmes.

1. La parit : une revendication, quels fondements ?

- Claude Servan-Schreiber, « La parité, histoire d'une idée, état des lieux ».
- Jean Vogel, « La parité et les nouvelles figures de la citoyenneté ? ».

2. Pouvoir, repr sentation des femmes et "repr sentations f minines"

- Alain Lipietz, « L'homme politique, loup pour la femme ».
- Mariette Sineau, « La féminisation du pouvoir vue par les Français-es et par les hommes ».

3. Pr sence des femmes au pouvoir : quelles pratiques ?

- Annie Rieu, « Femmes élues en milieu rural : quels modes de gouvernance ? ».
- Annie Junter-Loiseau, « La démocratie locale à l'épreuve des femmes : le cas des femmes élues à Rennes ».
- Evelyne Tardy, « Profils d'élues municipales au Québec : des reines-abailles aux féministes ».
- Michelle Zancarini-Fournel, « Le parcours ascensionnel de Nicole Notat : un exemple de mise en œuvre de la parité ? ».

- Yannick Le Quentrec, « Les obstacles aux pratiques syndicales des femmes ».
- Scholastique Dianzinga, « Les Africaines dans la vie politique : quelques cas ».
- Eeva Raevaara, « La construction de la démocratie paritaire en Finlande : défis pour l'avenir ? ».
- Alisa Del Re, « Les faux et les vrais obstacles à la parité : une enquête en Vénétie ».

4. Implications juridiques de la parité

- Eric Millard et Laure Ortiz, « Parité et représentations politiques ».
- Françoise Gaspard, « La parité se heurte-t-elle à des contraintes juridiques ? ».
- Regina Tavares Da Silva, « Politiques de la Communauté et du Conseil de l'Europe ».

5. Opportunité, faisabilité et mise en œuvre de la parité

- Yvette Benayoun-Nakache, « La parité, une étape sur le chemin des femmes ».
- Yvette Roudy, « La parité, condition indispensable à la réalisation effective de l'égalité des sexes ».
- Nicole Dewandre, « Etat des lieux et perspectives d'avenir de la politique d'égalité entre les sexes au sein de l'Union Européenne ».
- Régine Saint-Cricq, « La parité, une exigence pour la démocratie ».
- Monique Dental, « La longue marche des associations de femmes vers la parité ».
- Sylvie Chaperon, « Les voies politiques de la parité : débats ».
- Eric Millard, « Les voies juridiques de la parité : débats ».

Communiqué de clôture

Bibliographie

- Françoise Gaspard et Amy Mazur, « Les femmes dans la prise de décision. Bibliographie pour la France ».

*Pour une édition critique du Deuxième sexe***Colloque et ouvrage collectif. Eischstätt, 10-13 novembre 1999.**

Organisation et présentation, I. Galster, Eischstätt.

LE DEUXIÈME SEXE

TOME I. — LES FAITS ET LES MYTHES

- Introduction, M. Le Dœuff, CNRS Paris

Première partie. Destin

- Les données de la biologie, E. Peyre, J. Wiels, CNRS Paris.
- Le point de vue psychanalytique, J. Pacaly, ENS.
- Le point de vue du matérialisme historique, E. Lundgren-Gothin, Göteborg.

Deuxième partie. Histoire

- La horde primitive, N.-C. Mathieu, EHESS.
- Les communautés primitives agricoles, F. Héritier, Collège de France.
- L'Antiquité, P. Schmitt Pantel, Paris I - B. Wagner-Hasel, Darmstadt.
- Du Moyen Age au Siècle des Lumières, C. Opitz, Bâle.

Troisième partie. Mythes

- Chapitre premier, J. Kristeva, Paris VII.
- Montherlant, M. Zimmermann, FU Berlin.
- D.H. Lawrence, N.N.
- Claudel, E. Fallaize, Oxford.
- Breton, S.R. Suleiman, Harvard.
- Stendhal, C. Weiland, Würzburg.
- Chapitre III, G. Idt, Paris X.

TOME II. — L'EXPÉRIENCE VÉCUE

Première partie. Formation

- Enfance, R. Süßmuth, Bonn.
- La jeune fille, M. Simons, Edwardsville.

- L'initiation sexuelle, A. Schwarzer, Cologne.
- La lesbienne, M.-J. Bonnet, Paris.

Deuxième partie. Situation

- La femme mariée, N.N.
- La mère, E. Badinter, Ecole polytechnique, Paris.
- La vie en société, A.-M. Sohn, Rouen.
- Prostituées et hétaires, E. Lecarme, Lille III.
- De la maturité à la vieillesse, K. Millett, New York.
- Situation et caractère de la femme, F. Collin, Paris.

Troisième partie. Justifications

- La narcissiste, E. Roudinesco, Paris VII.
- L'amoureuse, M. Mitscherlich-Nielsen, Sigmund Freud Institut, Francfort.
- La mystique, D. Ruhe, Greifswald.

Quatrième partie. Vers la libération

- La femme indépendante, N. Schor, Harvard.
- Conclusion, G. Fraisse, déléguée interministérielle aux Droits des femmes, Paris.

Annexe :

- L'état des manuscrits du Deuxième sexe, C. Viollet, ITEM-CNRS.
- La réception du Deuxième sexe à sa parution, S. Chaperon, Toulouse.

Renseignements :

Ingrid GALSTER, Université Catholique, D-85071 Eischttätt.
Fax : +49 8421 93 1797

Simone de Beauvoir. L'autre miroir

Françoise Rétif, d. L Harmattan, coll. " Bibliothèque du féminisme ".

Simone de Beauvoir et son œuvre sont moins connues qu'on ne pense. En prenant en compte l'ensemble de ses écrits, qu'il s'agisse d'essais, de fictions ou d'autobiographie, c'est une Simone de Beauvoir insoupçonnée, dans sa quête d'une pensée originale sur la différence des sexes et le rapport à l'autre, que nous donne à voir Françoise Rétif.

Elle nous propose une lecture de l'œuvre au fil d'une métaphore essentielle, l'autre en miroir, c'est-à-dire l'autre désiré à la fois dans sa présence et dans sa distance, dans son identité et dans sa différence.

Cette quête existentielle et littéraire apparaît comme celle d'un autre monde possible, un monde androgyne, où le lien d'amour, dès lors qu'il ne signifie plus ni fusion, ni neutralisation, mais présence de contraires complémentaires et irréductibles, peut réinvestir le champ du politique. Ainsi se manifeste la difficile volonté pour une femme du XX^e siècle, pour une femme-écrivain, de poursuivre et de rejeter à la fois sa tradition culturelle et sociale.

Françoise Rétif est maître de conférences à l'Université de Franche-Comté à Besançon. Ses travaux portent, entre autres, sur les littératures féminines francophones et germanophones au XX^e siècle.

Le Deuxième sexe de Simone de Beauvoir

Un héritage admiré et contesté

Catherine Rodgers, d. L Harmattan, coll. " Bibliothèque du féminisme ".

Lors de sa publication en 1949, *Le Deuxième sexe* a fait scandale : Simone de Beauvoir osait parler librement de la sexualité féminine, prônait la contraception et l'avortement, déniait l'existence d'un instinct maternel, encourageait les femmes à l'indépendance économique et émotionnelle et annonçait qu'« on

ne naît pas femme on le devient ». Des milliers de femmes ont trouvé dans *Le Deuxième sexe* une analyse des mécanismes de leur oppression, la preuve que leur sort n'était pas immuable, et qu'elles pouvaient devenir les égales des hommes.

Mais ce livre a-t-il vraiment constitué la Bible des féministes, comme la presse l'a annoncé lors de la mort de Simone de Beauvoir en 1986 ? L'image est en fait plus nuancée. Catherine Rodgers a interviewé Françoise Armengaud, Elisabeth Badinter, Chantal Chawaf, Christine Delphy, Xavière Gauthier, Gisèle Halimi, Sarah Kofman, Julia Kristeva, Annie Leclerc, Michèle Le Doeuff et Michelle Perrot afin de découvrir quel rôle *Le Deuxième sexe* a joué et continue de jouer pour elles. A travers leurs réactions, qui vont de l'admiration incontestée aux violents reproches, c'est toute la richesse des féminismes français qui émerge.

Catherine Rodgers est maître de conférences à l'Université du Pays de Galles (Swansea). Ses recherches portent sur *Le Deuxième sexe*, et sur l'œuvre de Marguerite Duras (elle est en particulier la coéditrice de *Marguerite Duras : lectures plurielles*, Rodopi, 1998).

*La garde des enfants : une histoire de femmes.
Entre don, équité et rémunération*

Françoise Bloch, Monique Buisson, L Harmattan, 1998, 320 p.

Appréhender ce qui conduit certains parents à déléguer la garde de leurs enfants et des femmes à devenir assistantes maternelles ou professionnelles de crèche, c'est comprendre le sens qu'ils attribuent à ce qu'ils ont reçu de leurs ascendants et qu'ils vont tenter de donner à leur tour à leurs enfants et/ou à ceux qu'elles gardent. Une dynamique du don et de la dette étaye cette transmission rarement à l'identique. Au centre de celle-ci se trouve l'enfant auquel il s'agit de procurer une disponibilité constamment référée au maternel, à une image normative de la « bonne mère ». En effet, la garde quotidienne des enfants reste une histoire de femmes.

Mais ce « fonctionnement à la dette » qui fonde le lien inter-générationnel s'articule à deux autres logiques : celle de l'argent, constituant une tentative des femmes d'acquérir leur autonomie économique, celle de l'Etat et des collectivités territoriales censés être garants de l'égalité entre citoyens vis-à-vis de l'accès aux modes de garde. A partir de cette articulation ont été mises en évidence trois conceptions du service de garde : valeur d'usage, de solidarité active ou de lien.

Concernant la délégation de la garde, la recherche porte sur deux cent sept femmes interviewées par questionnaire : pour cinquante d'entre elles ainsi que pour leur conjoint, l'enquête par questionnaire a été approfondie par des entretiens semi-directifs. Pour les professionnelles de la garde, la recherche reste à un niveau plus exploratoire : quinze femmes ont été interviewées.

La situation des femmes en Afghanistan.

Compilation

Femmes sous lois musulmanes, août 1998.

SOMMAIRE

1. Informations générales. Contexte.
 2. Violences contre les femmes.
 3. Implications étrangères.
 4. Réactions.
 5. Résistance et solidarité.
- Quelques références bibliographiques.
Quelques organisations.

Shifting Bonds, Shifting Bounds : Women, Mobility and Citizenship in Europe.

With the collaboration of Graça Abranches, Virginia Ferreira, Teresa Tavares and Silvia Portugal (editors). Celta Editora, Oeiras, 1998.

CONTENTS

Part 1. Rethinking European identity and citizenship.

Part 2. Migration and access to citizenship.

Part 3. Mobility, migration and social integration.

Part 4. Changing patterns of the sexual division of work.



En français

Cahiers du féminisme

▲ N° 81, automne 1998.

De la fierté lesbienne et gay

SOMMAIRE

• Ordre naturel, ordre social • Politique familiale : des paroles aux actes • Qui a peur du grand méchant PACS ? • Entretien avec Eric Dubreuil (APGL) • Diversités ou différences ? • Enregistrer les « mutations heureuses » • Famille patriarcale, un ravalement de façade • Femmes, enfants : des droits contradictoires • Violences conjugales : la loi n'est pas appliquée • Délinquance des jeunes : entretien avec Anne Leclerc, syndicaliste • Travail, famille, patrie • La marche mondiale des femmes • Bourdieu et la domination masculine • Christine Delphy rééditée.

Cahiers du GEDISST

▲ N° 22, 1998.

La petite enfance : pratiques et politiques, coordonné par Jacqueline Heinen

SOMMAIRE

- Introduction, Jacqueline Heinen.
- Normes et valeurs dans l'éducation des jeunes enfants en Allemagne, Béatrice Ludwig.
- La garde des jeunes enfants en Suède. Un enjeu pour l'égalité des sexes, Anne-Marie Daune-Richard.
- La garde des enfants aux Pays-Bas : discours et débats, Jet Bussemaker.
- Les difficultés d'une politique de la petite enfance. L'exemple de Lille, Geneviève Cresson.
- Les métiers de la crèche. Entre compétences féminines et savoirs spécialisés, Liane Mozère.
- La socialisation d'un rapport intime à caractère privé. Les métiers de la petite enfance, Marie-France Cristofari, Adelina Miranda.

Choisir. La cause des femmes

▲ N° 82, nov. 1998.

Fondé par Gisèle Halimi et Simone de Beauvoir.

SOMMAIRE

- Edito : Tueurs dans l'intimité, Gisèle Halimi
- Dossier : La féminisation du langage, Benoîte Groult.
- L'interview : Marie George Buffet.
- Une Europe pour les femmes.

Pour

La revue du Groupe de recherche pour l'éducation et la prospective

▲ N° 158, juin 1998.

Femmes en milieu rural.

Nouvelles activités, nouvelles compétences

SOMMAIRE

Préface, Geneviève Fraisse.

Editorial, Odile Plan.

Panorama

- La situation socio-économique des femmes en milieu rural, Xavier Toutain.
- Droit des femmes, quelques dates.
- Péripéties de la politique d'Etat pour l'égalité des chances en France, Martine Lévy.

Vers la compétence

- Femmes et travail, l'enjeu des qualifications, Anne-Marie Daune-Richard.

Quelques réalisations significatives :

- Le grand chambardement, Martine Méritan.
- Mais qui a peur des créatrices ?, Jean-Luc Bastos.
- « Retravailler » : évolutions et interrogations, Anne Ber-Schiavetta.
- Le formateur face aux « créatrices d'activité », Odile Plan.
- L'accompagnement pédagogique du processus de création d'activité, Dominique Bachelart.
- Formation et compétences reconnues, Edmée Ollagnier.

Vers la reconnaissance

- Agricultrices : itinéraires pour une reconnaissance, Annie Rieu.
- 1977 : l'année du statut de conjointe, Dominique Massé.
- Les conjoint(e)s en Europe, Nathalie Wuïame.
- Des milliers de femmes d'artisan restent des travailleurs sans statut, Philippe Baverel.

Les femmes actrices du développement local

- De la reconnaissance de terrain au diagnostic participatif, Eric Pallandre.
- Nouvelles professions, nouveaux services, Maryse Huet.
- Au fil du temps, Sylvie Briand-Dauchez.

- Quand les femmes ménagent le territoire, Jacqueline Lorthiois.
- Créer, c'est vital !, Dominique Bachelart, Danielle Lassalle, Reine Michaud.

Perspectives ouvertes

- L'égalité entre hommes et femmes dans le développement local, Mary Braithwaite.
- L'approche « genre », Brigitte Biche, Annie Labourie-Racapé.

Contact :

GREP – Groupe de recherche pour l'éducation et la prospective – 13-15, rue des Petites-Ecuries 75010 Paris.

Tél. 01 55 33 10 40.

En anglais

The European Journal of Women's Studies

▲ Vol. 5, Issues 3-4, November 1998.

De la fiert lesbienne et gay

CONTENTS

- Nice people don't mention such things.
- Reflections of the recent conflict in former Yugoslavia in the works of women writers.
- Mind the gap: where feminist theory failed to meet development practice – A missed opportunity in Bosnia and Herzegovina.
- Gender, class and representation: India and the European Union
- Migrant women and exclusion in Europe.
- On our way to Europe: Finnish women's magazines and discourse on women, nation and power.
- Filmic representations of the "Polish Mother" in post-second world war polish cinema.
- Bulgarian women and discourses about work.

- Weapons of the weak: homeworkers' networking in Europe.
- Women in the national discourse in Belarus.
- The Belgrade women's studies centre.
- Women's studies in Russia: an interview with Anastasia Posadskaya-Vanderbeck.

Impact

▲ VOL. 1, N°1, 1998.

A special publication of ISIS-WICCE, Uganda

INSIDE THIS ISSUE

- 25 years: Isis still going strong.
- Violence against women in armed conflict.
- How gender perpetuates and reinforces male superiority.
- The portrayal of women in the media.
- Networking for women's empowerment.
- Gender, leadership and trauma management.

Women in French Studies

Women in French Studies, la revue annuelle publiée par Women in French (WIF), organisation alliée à la Modern Language Association, comprend des articles en français et en anglais, sur tous les sujets qui traitent des femmes dans les littératures et les cultures d'expression française. Les membres de WIF, hommes et femmes, peuvent envoyer leurs articles pour considération à Adèle King, Department of Modern Languages and Classics, Ball State University, Muncie, IN 47306, USA. E-mail 00acking@bsuvc.bsu.edu

Women in French Studies décerne un prix chaque année au meilleur article écrit par un ou une étudiante en doctorat. Envoyez les essais à Adrianna Paliyenko, Department of French, Colby College, Waterville, ME 04901-8846, USA.

L'abonnement annuel à Women in French Studies est de \$12 pour les Etats-Unis et le Canada, et de \$24 pour l'étranger (port inclus, payable en dollars américains). Les chèques ou mandats, au

nom de Women in French, doivent être envoyés à Adrianna Paliyenko, Department of French, Colby College, Waterville, ME 04901-8846, USA.

Pour s'inscrire à Women in French, écrivez à Yolande Helm, 21 Sunset Lane, The Plains, OH 45780, USA. La cotisation annuelle est de \$25 (\$37 Can.) pour les maîtres de conférences et les professeurs titulaires, et de \$15 (\$24 Can.) pour les autres. Les membres reçoivent deux bulletins par an et un exemplaire de Women in French Studies.

Les articles de Women in French Studies sont répertoriés dans la bibliographie de la MLA. Women in French Studies est membre du Council of Editors of Learned Journals.

▲ Volume 5, 1997.

Les femmes et l'espace

CONTENTS

- Introduction.
- Une voyageuse derrière la vitre : Simone de Beauvoir en Amérique.
- Représentations de femmes d'intérieur dans *Un Cœur simple* de Gustave Flaubert.
- Espace du dehors vs espace du dedans dans le roman maghrébin écrit par des femmes.
- Marie Susini ou la Corse éclatée. Réponse.
- La femme et l'espace dans l'œuvre romanesque de Simone Schwarz-Bart.
- Femmes fatales dans la littérature féminine des Antilles Françaises.
- Uncommon Ground in Gabrielle Roy's *Un Jardin au bout du monde*.
- Doux-amer de Claire-Martin : l'espace de l'écriture.
- Vie et mort d'une cité de femmes ou le sursis par l'écriture chez Jacqueline Harpman.
- L'autre millénaire d'Esther Rochon.

Essays and Interviews

- Louise Labé and Semiramis: A feminist reading.
- Woman's inter-mission: Speaking between in L'Ecole des femmes.
- Julie Responds to St. Preux: Mme de La Tour's Letters to Rousseau.
- Male Bonds and Female Ties: Duclos's Les Confessions du comte de*** and Madame Riccoboni's Histoire du marquis de Cressy.
- Weaving the reader into the text: the authority and generosity of modern women writers.
- Of dreams and assassins: New women's voices in contemporary Algerian writing.
- Entretien avec Andrée Chedid.

Women in French United Kingdom

- What do women want from their weeklies ?
- The figure of the innocent prostitute in two French versions of Thomas de Quincey's Confessions of an English Opium Eater.
- Giraudoux's salvific heroine: Protofeminist or housewife ?
- Duras and Colette: Love, performance and identity.
- Changing representations of women in the cinema of Diane Kurys.
- Bearing witness in Robert Antelme's L'Espèce humaine and Marguerite Duras' La Douleur.
- From disciplining the self to an autobiography of praxis: Simone de Beauvoir's Cycle of testimony.
- Irigaray and the rhythm of two.
- Cixous's Portrait de Dora, or Cooking the books of psycho-analysis.
- Women in the presidential race, Arlette Laguiller and Dominique Voynet, 1995.

▲ Volume 6, 1998.

CONTENTS

- The philosophers as tramp and female in the writing of Graffigny.
- Royal expectations: Gendered visions of Bourbon Brides (1680-1773).
- Le journal, genre paradoxal : Un modèle du genre : les écrits intimes de Catherine Pozzi (1882-1934).
- Affres de l'identité nationale, ethnique, sexuelle et linguistique dans Belle du Seigneur d'Albert Cohen.
- Monique Laederach romancière : Voix et langages de femme.
- La dimension mytho-poétique dans Vers la lumière de Chantal Chawaf.
- La mort de Francis Sanher, ou l'adieu aux armes de Maryse Condé dans Traversée de la Mangrove.
- Le nom de la mère : le rapport mère-fille comme constante de l'écriture au féminin.
- Entrevue de Béatrix Beck.
- La vision globaliste d'Antoine Maillet.
- Recent gender benders.
- Profile of Katharine H. Jewett, Winner of the 1997 Graduate Student Essay Prize.



Pour le droit des femmes à disposer de leur corps

Manifeste-pétition à l'initiative de l'Association nationale des centres d'IVG et de contraception (ANCIC), la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC), le Mouvement français pour le planning familial (MFPF).

NOUS VOULONS

Des moyens pour appliquer les lois sur la contraception :

- Remboursement des moyens de contraception prescrits sur ordonnance, la vente à prix réduit des spermicides et des préservatifs.
- Des campagnes régulières d'information sur la contraception.
- Le maintien et l'extension des établissements d'information et des centres de planification.

Sur l'avortement

- Le maintien des centres d'interruption volontaire de grossesse (CIVG) existants et la création de nouveaux centres pour répondre aux besoins de la population.
- L'autonomie des CIVG et qu'ils soient dotés d'un statut, d'un centre de planification, d'un personnel reconnu et de moyens financiers.

- L'application sans restriction de l'aide médicale gratuite aux femmes n'ayant pas de couverture sociale.
- L'application intégrale de la loi Neiertz sur l'entrave à la pratique de l'IVG qui pénalise les actions à l'intérieur des CIVG et aux abords des établissements.

Le soutien des pouvoirs publics la mit pristone (ex-RU 486)

La mitépristone représente une étape décisive dans l'autonomie des femmes en matière d'avortement et d'accouchement. Les pouvoirs publics doivent appuyer sa production, assurer des mesures de protection du produit, encourager des programmes de recherche sur toutes ses applications en faveur de la santé des femmes.

De nouvelles dispositions pour l'avortement

- Suppression du caractère obligatoire de l'entretien préalable, de l'autorisation parentale pour les mineures, des conditions de résidence à l'égard des femmes étrangères.
- L'avortement est l'un des moyens pour les femmes d'exercer leurs droits fondamentaux, il doit être dépénalisé et inscrit au Code de la santé.

Nous avons lutté pour obtenir ces droits, ensemble nous luttons aujourd'hui pour les conserver et les développer.

Contact :

CADAC – 21 ter, rue Voltaire 75011 Paris.

Pour la reconnaissance légale de l'union libre

Le développement massif de l'union libre est l'un des phénomènes sociaux les plus marquants de ces dernières décennies : plus de quatre millions et demi de personnes, hétérosexuelles comme homosuelles, sont concernées. Ce mode de vie est porteur de valeurs fortes : il repose sur une parole donnée qui se suffit à elle-même, sur la liberté et la responsabilité pleine et entière de chacun des membres du couple, sur l'engagement privé qui n'a pas besoin de l'aval tutélaire de l'Etat pour prendre corps vis-à-vis de soi-même et vis-à-vis des autres. Loin de n'être qu'une union de second ordre, l'union libre constitue l'expression d'une vision à part entière de l'amour et de la relation conjugale, tout aussi digne de respect que celle qui inspire le mariage.

L'union libre ne bénéficie pourtant pas d'une protection d'ensemble en droit français. Si quelques avantages sociaux ont bien été octroyés aux concubins hétérosexuels au cours de ces vingt dernières années (assurance maladie-maternité, transfert du bail en cas de décès ou de départ du partenaire seul titulaire du contrat), les couples de même sexe en sont exclus par la jurisprudence.

A l'inverse, alors que le concubinage n'est qu'exceptionnellement source de droits, il est fréquemment pris en compte pour supprimer des droits aux personnes concernées (disparition des avantages fiscaux consentis aux couples parents non mariés depuis la loi de finances de 1996). Le principe d'égalité de citoyens devant la loi et l'impératif de justice sociale imposent d'en finir avec cette logique de contradiction et de discrimination.

Telles qu'elles ont jusqu'alors été conçues, les propositions de contrats de partenariat en débat devant le Parlement risquent de ne pas répondre aux besoins des couples vivant en union libre. Tout

d'abord, elles subordonnent l'obtention de droits nouveaux, somme toute très limités, à un acte public qui nie la valeur symbolique de l'engagement privé.

Ensuite, elles entraînent une perte de liberté dans les relations de couple. Il s'agit en effet d'instaurer un statut peu négociable par les partenaires qui ne pourront quasiment que l'accepter ou le refuser en bloc. Le PACS institue une union de second ordre, puisque l'obtention des droits les plus importants est différée malgré l'engagement solennel des partenaires. Il institue un véritable droit à la répudiation car la rupture est possible par simple lettre recommandée sans préavis et sans compensation.

Enfin, la logique de ces contrats laissera susciter les discriminations actuelles entre couples homosexuels et couples hétérosexuels. Les premiers n'auront que le partenariat comme possibilité créatrice de droits. Les seconds auront le choix entre trois cadres juridiques : concubinage, contrat de partenariat et mariage, au risque de créer une nouvelle distinction porteuse de discriminations entre les bons concubins (ceux qui auront souscrit au contrat), et les mauvais (ceux qui ne l'auront pas fait).

Afin de respecter les valeurs intrinsèques de ce mode de vie, nous demandons l'inscription de l'union libre dans le Code civil. Nous demandons également que les projets actuellement débattus, d'une part soient transformés en un mode de preuve parmi d'autres du concubinage et, d'autre part, entraînent le bénéfice de droits substantiels au profit de l'ensemble des couples de fait hétérosexuels et homosexuels.

Contact :

Collectif pour l'union libre – c/o Me Xavier Tracol – 82, rue de Clichy 75009 Paris.



**Bulletins
de
commande**

Publications de l'ANEF

Brochures disponibles au secrétariat de l'ANEF – 34, rue du Professeur-Martin
31500 TOULOUSE.

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

Cocher les brochures commandées.

- Pouvoir, parité, représentation politique
- Femmes et mouvements de femmes face
à la situation algérienne : analyses et solidarités.
Actes de la Journée de l'ANEF 1995
- Etudes féministes, militantisme et mouvement
des femmes.
Actes de la Journée de l'ANEF 1996
- Les féministes face à l'antisémitisme et au nazisme.
Actes de la Journée de l'ANEF 1997

**PRIX
frais d'envoi inclus**

40 FF

40 FF

40 FF

40 FF

Total de la commande : FF

Prière de joindre le règlement à la commande.



Statuts

Association Nationale des Etudes Féministes

ARTICLE 1 - Il est fondé entre les adhérentes aux présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 18 août 1901, ayant pour titre : « Association nationale des études féministes » (ANEF). Son siège social est fixé à Paris : 9 bis, rue de Valence 75005. Il pourra être transféré sur simple décision du bureau.

ARTICLE 2 - L'association se propose d'être un lieu de réflexion, d'échanges et de confrontations. Elle se donne comme but principal la promotion des études et recherches féministes, sur les femmes et sur les rapports de sexe et de genre, notamment par :

- l'enseignement, la formation, la création et la recherche, dans et hors institution ;
- la diffusion et la valorisation de ces recherches et de ces problématiques au moyen de publications, colloques, séminaires, rencontres, annuaires... etc. ;
- la création d'enseignements féministes à tous les niveaux d'enseignements ;
- la création de postes, d'équipes et de programmes de recherche dans les organismes publics, parapublics et privés d'enseignement, de formation et de recherches.

Ces buts seront réalisés par toutes actions nécessaires, y compris l'action concertée auprès des pouvoirs publics, régionaux, nationaux et internationaux.

L'association se donne également pour buts :

- la défense des intérêts professionnels et moraux de ses membres et la lutte contre les discriminations sexistes ;
- le maintien et le développement de relations d'échanges, de respect mutuel et de solidarité entre ses membres ;
- le développement de liaisons avec les associations et les groupes nationaux ou étrangers, la participation aux réseaux européens et internationaux d'études féministes.

ARTICLE 3 - Peuvent devenir membres de l'association les femmes, sans distinction de nationalité, qui sont en accord avec les buts de l'association, et s'engagent à travailler à leur réalisation. Les demandes d'adhésion sont adressées au conseil d'administration.

L'association admet également, à titre d'associés, des groupes des institutions, et les individus qui soutiennent ses objectifs. La qualité de membre se perd par démission, non-paiement de la cotisation ou tout autre motif prévu au règlement intérieur.

ARTICLE 4 - Les ressources de l'association comprennent : le montant des cotisations, les dons, legs et subventions accordées pour le fonctionnement et la réalisation des buts de l'association dans les limites fixées par la loi.

ARTICLE 5 - L'assemblée générale comprend tous les membres de l'association. Elle se réunit au moins une fois par an sur convocation du conseil d'administration. L'ordre du jour est indiqué sur les convocation. La présidence est assurée par un membre du conseil d'administration.

Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées par le conseil d'administration, soit à son initiative, soit à la demande transmise au conseil d'administration du cinquième des membres.

ARTICLE 6 - L'assemblée générale est l'instance souveraine. Elle définit les orientations. Le conseil d'administration est élu pour 2 ans par l'assemblée générale des membres à jour de leur cotisation et dans un souci de représentativité des régions conformément au règlement intérieur. Il désigne en son sein chaque année un bureau formé au moins d'une présidente, une secrétaire, une trésorière, et suscite la mise en place de commissions responsables devant lui. Toutes les décisions du conseil sont prises de façon collégiale.

ARTICLE 7 - Un règlement intérieur est établi par le conseil d'administration qui le fait approuver par l'assemblée générale. Il est destiné à préciser les statuts et à fixer les divers points non prévus par ceux-ci notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

ARTICLE 8 - La révision des présents statuts ne pourra avoir lieu qu'à la suite d'une proposition présentée à l'assemblée générale, soit par le conseil d'administration, soit par un cinquième des membres inscrits. Le vote ne pourra avoir lieu qu'à une prochaine assemblée générale qui sera convoquée sur cet ordre du jour. La décision est prise à la majorité des membres inscrits.

ARTICLE 9 - La dissolution de l'association est prononcée par les deux tiers au moins des membres présents à l'assemblée générale convoquée sur cet ordre du jour et représentant la majorité absolue des membres inscrits. Une ou plusieurs liquidatrices sont nommées par cet assemblée et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.



*A*ssociation *N*ationale des *E*tudes *F*éministes

BULLETIN D'ADHÉSION 1999

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Pays :

J'ai pris connaissance des statuts de l'ANEF.

Signature :

Membre adhérent-e : 200 F (revenus mensuels inférieurs à 9 000 F)

300 F (revenus mensuels supérieurs à 9 000 F)

100 F (pour les étudiant-e-s – sur justificatif)

Membre associé-e : 300 F

Service du bulletin seul : 300 F (institutions)

L'adhésion est annuelle (année civile janvier-décembre) et inclut l'abonnement au Bulletin.

Règlement et bulletin d'adhésion ou d'abonnement à renvoyer à l'ordre de :
ANEF – 34, rue du Professeur- Martin 31500 TOULOUSE